

# Arrêtons le délire raciste

*Semaine après semaine, le gouvernement et l'UMP se répandent en propos racistes. Derrière les prétendues menaces que représenteraient les immigrés, se cache une volonté de diviser les travailleurs pour mieux les dépouiller.*



**U**ne fois de plus, Guéant reprend à son compte le discours du FN sur l'immigration et déclare cette semaine «on n'a pas besoin de maçons, de serveurs de restaurant [immigrés NDLR]. Il y a en France de la ressource parmi les Français... Il y aurait un grand tort des familles républicaines à laisser au Front l'exclusivité des souffrances des Français. Et on devrait être ravi qu'un parti politique s'empare d'un problème pour le régler de façon républicaine». Une fois

de plus, l'UMP, par la voix de Copé, veut lancer un débat «sans tabous», cette fois sur l'immigration. Depuis 2002, la droite ne cesse d'agiter la menace de «l'invasion», des immigrés responsables du chômage des Français, menaçant l'identité nationale... Guéant annonce une politique encore plus répressive afin de diminuer l'immigration légale et illégale. La chasse aux sans-papiers est dotée d'un arsenal législatif supplémentaire avec l'adoption définitive le 11 mai de la loi Besson (la 6<sup>e</sup> loi sur

l'immigration depuis 2002). Ce nouveau texte permettra la mise en place de «Guantanamo à la française» (communiqué de la Cimade, Gisti, LDH et SAF). Dans un rayon de 10 km autour des frontières françaises, la police pourra regrouper les sans-papiers arrêtés dans des centres de rétention hors de tout cadre légal, sans accès pour les avocats et sans possibilité de recours autre que l'expulsion.

SUITE PAGE 2



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)

**REGARDS**  
**Tribune de Clémentine Autain sur DSK.** Page 2



(ANTICAPITALISTAS)

**ACTU**  
**Espagne, la révolte des indignés** Page 3



**PARLONS-EN**  
**Racisme et football, retour sur l'affaire des quotas.** Page 9



**Agenda**

**26 mai, réunion publique réintégration, Paris.** Réunion publique sur le thème de la réintégration dans l'emploi à la suite de licenciement, à l'initiative de salariés syndiqués CGT, CNT et SUD et non-syndiqués. RV de 17h30 à 19h30, à la Bourse du Travail de Paris (M° République).

**26 mai, accessibilité, Paris.** La Nuit de l'accessibilité a pour but de recenser les lieux de la vie nocturne (bars, boîtes de nuit,...) accessibles aux personnes en fauteuil roulant. RV à 19 heures à la Bellevilloise (20°). Les participants iront ensuite sillonner la capitale munis d'un kit « j'accède » pour évaluer l'accessibilité des lieux se trouvant sur leur parcours, et se retrouveront ensuite vers minuit, toujours à la Bellevilloise, pour une petite fête de clôture...

**28 mai, D'ailleurs nous sommes d'ici, national.** Manifestations antiracistes unitaires. À Nancy, RV à 15 heures place Stanislas. À Paris, RV à 14 heures M° Barbès. (lire pages 3, 6 & 7)

**28 mai, Montée au Mur des fédérés, Paris.** « Ils ont sauvé la République et fait vivre la démocratie », réhabilitons les communards. RV à 14h30 devant l'entrée du cimetière du Père-Lachaise rue des Rondeaux, Paris 20° (M° Gambetta).

**31 mai, meeting de soutien « Un Bateau français pour Gaza », Paris.** Soutenons le peuple palestinien, brisons le blocus de Gaza. Meeting de soutien à la campagne « un Bateau français pour Gaza ». Avec Pouria Amirshahi (PS), Clémentine Autain (FASE), Cécile Duflot (ÉELV), Pierre Laurent (PCF), Myriam Martin (NPA), Jean-Luc Mélenchon (PG)... RV à partir de 19h30 à la Bourse du travail, 85 rue Charlot (M° République).

**31 mai, Rencontre-débat, Marx et les révolutions, Paris.** Les éditions La ville brûle et la librairie La Brèche organisent une rencontre débat avec Emmanuel Barot, auteur de *Marx au pays des soviets ou les deux visages du communisme*, et Jean-Numa Ducange, auteur de *Marx, l'histoire et les révolutions*. RV à 18 heures, librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12° (M° Daumesnil). Lire aussi page 8.

**1er juin, gaz de schiste, rassemblement, Paris.** Au moment où les sénateurs doivent voter une loi sur les gaz et pétrole de schiste, un rassemblement est appelé devant le Sénat. RV de 11 à 17 heures (M° Odéon).

**4 juin, fête du NPA 92 nord, Nanterre.** Au programme : un débat sur les révolutions dans le monde arabe, et un débat plus général, ensuite place à la fête avec repas, musique... RV à partir de 19 heures, salle des Provinces françaises, 1 allée de Normandie, tout près du RER Nanterre Université et bus 304, Nanterre.

**8 juin, nucléaire, réunion publique, Vitry.** Le comité NPA de Vitry-sur-Seine organise une réunion publique sur le thème « Sortir du nucléaire », avec Laurent Garrouste de la commission nationale écologie. RV à 20h30, salle du Chateau, 6 rue de Montebello (derrière le marché).



# Arrêtons le délire raciste

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

Les différentes lois racistes ont fait de l'absence totale de droit, un traitement d'exception légal contre les immigrés afin de faire croire à la menace de l'invasion venue du sud de la Méditerranée et justifier une politique de plus en plus sécuritaire.

Quand Guéant parle de « régler le problème de façon républicaine », il a en fait les mains couvertes de sang. L'Europe forteresse, avec ses barbelés, ses patrouilles maritimes, aériennes, terrestres, ses radars (pour un coût de 400 millions d'euros par an pour le seul dispositif Frontex) est responsable de la mort d'environ 1 000 migrants depuis janvier 2011 (communiqué de Migreurop). Depuis 2000, près de 15 000 personnes sont mortes aux « portes » de l'Europe du Sud. Tout cela dans l'indifférence quasi totale. Pour le gouvernement, il faut à tout prix faire des immigrés, des sans-papiers, des musulmans une menace. C'est la même stratégie que dans les années 1930 après la crise économique de 1929 : stigmatiser, désigner des boucs émissaires, diviser pour mieux régner. Cette politique est totalement cynique car l'immigration n'est en rien un problème. Une commission parlementaire

vient de rendre public un rapport très intéressant allant à l'encontre de tous les préjugés racistes. Ce document contredit la vision dominante qui considère les immigrés comme peu qualifiés ; au contraire, 40% des immigrés subsahariens détiennent un diplôme du supérieur, contre 35% pour les pays de l'OCDE. Ils sont en revanche fortement déqualifiés et sous-payés sur le marché du travail. Autre idée reçue totalement fautive : « l'immigration coûte cher aux Français ». C'est en fait le contraire : ils « coûtent » annuellement 47,9 milliards d'euros en dépenses de protection sociale mais rapportent 60,3 milliards en cotisations !

## REFUSER LE PIÈGE RACISTE

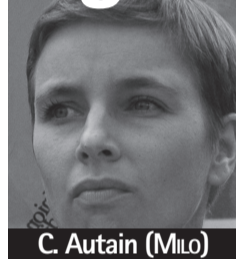
Il y a donc urgence à refuser cette politique raciste et sécuritaire. Derrière les immigrés, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui sera affaiblie si le gouvernement réussit à imposer ses thématiques racistes dans la campagne électorale, tout en accentuant la pression policière sur les sans-papiers. Il est plus facile d'augmenter le nombre d'expulsions que de diminuer le nombre de chômeurs ! La mobilisation du 28 mai, à l'appel du

collectif « D'ailleurs nous sommes d'ici » est un rendez-vous important pour construire un mouvement antiraciste de masse, rassemblant syndicalistes, militantEs des quartiers populaires, soutiens des sans-papiers, citoyens... Cette journée est une première étape afin de réussir à inverser la tendance. On peut convaincre largement qu'il est possible et nécessaire de régulariser tout de suite tous les sans-papiers, qu'il n'est pas utopique de lutter pour un monde sans frontières, où les humains pourraient circuler aussi simplement que le font les marchandises aujourd'hui. La révolution au sud de la Méditerranée montre que nous devons lutter ensemble contre l'impérialisme, le capitalisme. Refusons le piège du racisme, du choc des civilisations dans lequel la classe dominante aimerait enfermer le mouvement ouvrier.

**Antoine Boulangé**

(Lire aussi pages 6 & 7)

## regards



C. Autain (MLO)

# « Affaire DSK » : le viol du silence

Tout est à nous ! a demandé à Clémentine Autain une tribune sur les réactions provoquées par « l'affaire DSK », notamment en regard de la situation des femmes.

Sans doute y aura-t-il un avant et un après « l'affaire DSK ». En déchainant les affects, la plainte pour viol déposée contre le patron du FMI aura mis en lumière le mépris à l'égard de la parole des femmes et la solidarité de classe qui dominent l'espace public français. Seuls deux protagonistes, Dominique Strauss-Kahn et la jeune femme de chambre, savent ce qu'il s'est réellement passé dans la chambre 2806. Mais la réception de l'événement est symptomatique d'une société qui maintient le viol dans le tabou et protège les puissants.

La version de la plaignante est d'abord apparue impensable aux yeux du plus grand nombre, à commencer par les leaders politiques et médiatiques. Aussi juste soit-elle, la présomption d'innocence fut martelée si fort qu'elle semblait transformer DSK en victime présumée. La thèse du complot tenait clairement la corde. Les pensées pour l'homme qui « traverse une épreuve », pour sa femme et ses camarades, ou les commentaires sur l'image de la France et l'avenir du PS ont dominé. Ségolène Royal, dès le dimanche soir au JT de France 2, déclarait : « je pense d'abord à l'homme ». Elle n'aura aucun mot pour la femme de chambre. Le lendemain matin, Jean-François Kahn a dit son impression sur France Culture : ce n'est qu'un « *troussage de domestique* ». Pour Jack Lang, qu'on se le dise : « il n'y a pas mort d'homme ». Autrement dit, ce n'est qu'un viol de femme, ce n'est pas bien grave... BHL ne fut pas en reste pour défendre son « ami », qui n'est pas « un *quidam* », « un *justiciable comme un autre* ». En effet, tout le monde n'a pas un million de dollars pour sortir de prison...

Les leaders politiques appelaient à la retenue et à la décence, n'était-ce pas aussi d'avoir un mot, une pensée, une émotion, pour la jeune femme de chambre qui a peut-être subi un acte odieux et qui traverse, elle aussi, un moment difficile ? Il y a eu deux poids, deux mesures. Dans les faits divers concernant des gens « ordinaires », un homme arrêté pour viol apparaît dans la presse comme un « *violeur présumé* ». Pas DSK. Faut-il comprendre ce traitement plus favorable en raison de sa position sociale ? Comme l'a récemment montré le cas d'Éric Woerth, la présomption d'innocence n'est pas suivie à la lettre dans les affaires de corruption, car ce qui est en cause paraît politiquement très grave. Sans doute faut-il donc voir dans le cas DSK, en plus d'un prisme de classe, le signe de la tolérance sociale à l'égard de ce type de crimes et délits.

La sidération révélait également l'interrogation partagée : comment un homme aussi puissant, aussi intelligent, aurait-il pu commettre un viol ? Dans notre imaginaire, le violeur se recrute plutôt dans les catégories populaires. Les « *tournantes* » se passent en banlieue, avec des jeunes garçons arabo-musulmans. Pas dans les hôtels de luxe, avec des surdiplômés riches. Nous ne voulons pas voir que toutes les catégories socioprofessionnelles sont concernées, que les viols en réunion se passent aussi dans les beaux quartiers, que certains hommes de pouvoir utilisent leur position de domination pour obtenir

des relations sexuelles forcées, en politique comme dans les entreprises. Nous ne voulons pas voir la triste banalité des agressions sexuelles.

La tolérance sociale à l'égard des violences faites aux femmes est le fruit d'une histoire, celle du patriarcat. Le pays du droit de cuissage ne sort pas indemne de son passé. Aujourd'hui encore, les identités masculin/féminin se structurent autour du couple actif/passive, dominant/dominé. La sexualité est marquée par ces normes sexistes qui pèsent sur nos fantasmes, nos représentations et nos pratiques. Mais attention à ne pas tout mélanger. La condamnation du harcèlement, des agressions sexuelles et des viols ne doit pas s'accompagner d'un retour de l'ordre moral ! À chacun sa sexualité, dès lors qu'il s'agit de deux adultes consentants. Séduire, ce n'est pas harceler. L'adultère ou l'échangisme, qui relèvent de la vie privée, n'ont rien à voir avec les violences sexuelles. Attention à ne pas tout mélanger. Quelle que soit l'issue du procès, l'affaire DSK doit être l'occasion de délier les langues, de regarder en face la réalité et la gravité de cet acte ultime de domination d'un sexe sur l'autre. Plusieurs dizaines de milliers de femmes – 75 000 selon les estimations – sont victimes de viol en France, chaque année. Un acte profondément destructeur pour les victimes et qui pèse comme une menace sur la liberté de toutes les femmes.

**Clémentine Autain**



Paris, samedi 12 juin 2010. Marche mondiale des femmes. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/TAOUS)



# Espagne, la révolte des indignés

Notes en provenance de la « place Tahrir » de Barcelone.

Le vent des révolutions arabes souffle désormais sur l'État espagnol. La révolte inquiète les élites politiques, toujours mal à l'aise quand la population prend au sérieux la démocratie... et décide de la pratiquer pour son propre compte. Face à la crise historique qui a éclaté en septembre 2008, la réaction sociale s'est fait attendre. Il y a eu un énorme gouffre entre le discrédit du modèle économique actuel et sa traduction sous forme d'action collective. Cependant, la révolte actuelle ne part pas de zéro. Des années de travail à petite échelle, de résistances à l'impact limité ont maintenu la flamme de la contestation pendant cette période difficile. La grève générale du 29 septembre avait ouvert une première brèche, mais la démobilisation ultérieure des directions des syndicats CCOO et UGT et la honteuse signature du Pacte social l'ont refermée en stoppant toute mobilisation syndicale.

C'est précisément ici qu'intervient l'immense contribution des révolutions dans le monde arabe, qui constituent des références pour les manifestants et les activistes du mouvement actuel. Le mouvement du 15 mai met en cause le modèle économique actuel et les tentatives de faire payer la crise aux travailleurs, axant sa critique contre la caste politique nationale, dont la complicité et la servilité face aux pouvoirs économiques ont été plus que jamais mises à nu avec la crise. Les jeunes y ont un poids important. Le défi est précisément que, comme à tant d'autres occasions, la protestation de la jeunesse agisse comme un déclencheur dans un cycle

de luttes sociales plus vaste. Le dynamisme des protestations actuelles est sans précédent depuis l'émergence du mouvement altermondialiste, il y a plus d'une décennie. On assiste à la naissance d'un nouveau mouvement d'ampleur et à un changement de cycle: le vent de la révolte souffle de nouveau. C'est une véritable « génération Tahrir » qui émerge, comme il y eut la « génération Seattle » ou la « génération Gènes ». Le mouvement cherche à se situer dans la constellation de mouvements aussi divers que les révolutions en Égypte et en Tunisie, des victoires en Islande, dans le contexte d'un combat général contre le capitalisme global et les élites politiques à sa solde. Dans l'État espagnol, les manifestations du 15 mai et les occupations tracent les contours d'une identité partagée et d'une communauté d'appartenance symbolique, reliant la critique frontale de la caste politique, de la politique professionnelle, avec la critique, pas toujours bien articulée ou cohérente, du modèle économique actuel et des pouvoirs financiers.

## RÉVOLTE SOCIALE

L'avenir du mouvement initié le 15 mai est imprévisible. À court terme, le premier défi est de continuer d'élargir les occupations en cours, de mettre en marches les villes qui ne sont pas encore touchées et de mettre en avant de nouvelles dates de mobilisation, dans la suite directe de celle du 15 mai. Le défi principal est de préserver la dynamique simultanée d'expansion et de radicalisation de la protestation que nous avons connue ces derniers jours. Et, dans le cas spécifique



Madrid, le 17 mai. Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans tout le pays. (ANTICAPITALISTAS)

de la Catalogne, de chercher des synergies entre la radicalité et la soif de changement du système, exprimés le 15 mai et dans les occupations, avec les luttes contre l'austérité, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'enseignement. L'occupation de la Plaza Catalunya (rebaptisée « Plaza Tahrir » par les occupants) est devenue un point de rencontre, un puissant aimant, attirant de nombreux secteurs animant les luttes les plus dynamiques. Établir des alliances entre les protestations en cours, entre les activistes non organisés, le syndicalisme alternatif et de combat, le mouvement des voisins, les collectifs de quartier, tel est le grand défi des prochains jours. Plus de dix ans après l'émergence

du mouvement altermondialiste et deux ans après l'éclatement de la crise, la révolte sociale est de nouveau à l'ordre du jour.

**Josep Maria Antentas,  
Esther Vivas**

Josep Maria Antentas est professeur de sociologie à l'Universitat Autònoma de Barcelona (UAB). Esther Vivas participe au Centre d'études sur les mouvements sociaux (CEMS) de l'Universitat Pompeu Fabra (UPF). Tous deux sont membres de la Gauche anticapitaliste (Izquierda Anticapitalista - Revolta Global, en Catalogne) et auteurs de *Resistencias Globales. De Seattle a la Crisis de Wall Street* (Editorial Popular, 2009) et participent à l'occupation de la Plaza Catalunya de Barcelone.

Plus d'infos sur <http://esthervivas.wordpress.com/francais>



Par **Sandra Demarcq**

## ÉCHANGE DE BONS PROCÉDÉS

Après quelques jours de balbutiements, la campagne pour remplacer DSK à la tête du FMI bat son plein. Et l'une des favorites n'est autre que Christine Lagarde, actuelle ministre des Finances. Sans surprise, cette candidature est appuyée par la plupart des dirigeants européens de droite mais pas seulement. En effet, elle a reçu un soutien de poids, celui de la première secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry qui a affirmé dimanche soir que ce « serait une très bonne chose pour notre pays et pour l'Europe ». Ben voyons ! On pourrait s'en étonner comme le fait François Bayrou en disant que les socialistes « ne savent plus exactement où ils habitent » mais ce serait avoir la mémoire bien courte. Ce serait oublier que Dominique Strauss-Kahn a obtenu la présidence du FMI en novembre 2007 grâce, en particulier, à l'appui inconditionnel de Nicolas Sarkozy. On peut donc penser que l'actuel soutien de Martine Aubry n'est qu'un simple échange de bons procédés.

Mais cela pose problème à plus d'un titre. Outre le fait que Martine Aubry défend une figure emblématique du gouvernement Sarkozy et principale maître d'œuvre de sa politique d'austérité, il s'agit aussi d'une ministre impliquée dans le scandale de l'affaire Tapie. Selon le rapport de la Cour des comptes, Christine Lagarde est soupçonnée d'abus d'autorité, ce qui aurait permis à Bernard Tapie de récupérer 403 millions d'euros prélevés sur fonds publics, dont 230 millions sont allés directement dans sa poche. Martine Aubry l'aurait-elle oublié ? Guère possible puisque ce sont les socialistes eux-mêmes qui ont saisi la justice dans cette affaire. Ce dont témoigne ce soutien, même si des voix divergentes au PS se sont fait entendre depuis, c'est que la politique de sauvetage du système capitaliste sur le dos des peuples que mène le FMI n'est en rien remis en cause par les socialistes. Pitoyable !

## Loi NOME : une menace pour la sécurité des centrales nucléaires

La loi NOME adoptée par le Parlement français fin 2010, en application des directives européennes d'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie, entre en application le 1<sup>er</sup> juillet 2011. Elle programme la disparition des tarifs réglementés de l'électricité et institue une Commission de régulation de l'énergie. *Tout est à nous !* a déjà dénoncé cette loi qui organise un véritable hold-up sur le service public au profit des actionnaires avec, pour les usagers devenus clients, inflation des tarifs, multiplication des coupures et dégradation du service. Du point de vue écologique, on savait que la loi NOME augmentait les obstacles au développement des énergies renouvelables. On constate maintenant que son application risque d'aggraver la menace d'accidents dans les centrales nucléaires françaises.

### Le partage du gâteau nucléaire

La loi NOME impose le partage de 25% de

l'électricité issue des centrales nucléaires entre les fournisseurs d'électricité. EDF se voit contraint de céder l'électricité à ses concurrents à un prix bradé. Pour les organisateurs de l'opération, ce prix doit rester nettement inférieur à celui facturé aux usagers afin de permettre aux distributeurs de réaliser de substantiels profits. Mais comment estimer le coût de l'électricité nucléaire à partir du moment où le « libre marché » n'est plus que le prétexte à un partage du gâteau ?

### Profit et misère du nucléaire

Le nucléaire nécessite des investissements initiaux très lourds qui, dans le cas des centrales d'EDF, ont été à la charge des contribuables. Le coût d'exploitation lui, est bon marché, en comparaison des centrales fonctionnant au pétrole et au gaz. L'exploitation de centrales amorties depuis longtemps génère donc des marges importantes : la « rente nucléaire » dont EDF et ses actionnaires sont les bénéficiaires.

Voilà pour la théorie.

En réalité, les coûts du nucléaire sont largement sous-estimés : gestion des déchets, démantèlement et décontamination des centrales en fin de vie, entretien des centrales vieillissantes nécessitent des dépenses colossales. Si on les prend en compte, le coût de l'électricité nucléaire s'en trouve singulièrement renchéri.

### La Commission de régulation de l'énergie

C'est bien pourquoi le patron d'EDF réclame une augmentation des tarifs de l'électricité vendue aux particuliers, mais aussi un prix pour ses concurrents qui prennent en compte les investissements indispensables à la mise en sécurité de son parc nucléaire. Le gouvernement lui a accordé 40 euros par MWh à partir du 1<sup>er</sup> juillet. Mais ces messieurs de la Commission refusent d'approuver le décret.

Pour eux, l'ouverture à la concurrence prime sur tout, même sur la sûreté nucléaire, et les prix doivent coûte que coûte être tirés vers le bas. Cette décision ne trouble pourtant pas le PDG d'EDF dans sa marche vers le leadership mondial en matière de production électrique. Le nucléaire sous gestion bureaucratique a donné Tchernobyl à l'humanité. Le nucléaire sous gestion privé nous lègue Fukushima.

Avec le nombre de ses centrales vieillissantes, avec la privatisation et l'ouverture à la concurrence, la France est sur les rangs pour la prochaine catastrophe nucléaire.

**Jean-Louis Marchetti**

\* Voir *Tout est à nous !* n°93 du 10 mars 2011.



# Suicide : Renault condamné pour faute inexcusable

Le 20 octobre 2006, Antonio de B. s'est suicidé en se jetant par la fenêtre du 5<sup>e</sup> étage du bâtiment principal du Technocentre Renault à Guyancourt (Yvelines). Le lien avec le travail paraissait évident : participant à plusieurs projets importants du constructeur, cet ingénieur était depuis plusieurs mois accablé de travail et au bord de la dépression. Difficultés pour s'alimenter, perte de poids, insomnies, crises de larmes ne pouvaient passer inaperçues aux yeux de sa hiérarchie. Ses horaires de travail, durant les deux derniers mois avant son décès, avoisinaient les 95 heures par semaine et environ 70 heures depuis début 2006. L'acte, commis sur le lieu et le temps de travail, aurait dû être automatiquement reconnu comme accident de travail. C'était sans compter sans l'attitude odieuse des sbires de Ghosn : pas ou peu de compassion, obstacles au souhait de sa femme de récupérer les affaires de son époux et une

insinuation honteuse selon laquelle leur couple semblait traverser des difficultés quelque temps avant le suicide d'Antonio. Pas regardante, la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) se ralliait à l'avis de Renault et refusait en janvier 2007 de reconnaître l'évidence de l'accident de travail. Sous la pression de l'indignation soulevée par cette décision, le tribunal des affaires de Sécurité sociale (Tass), saisi par la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam), renversait la situation en reconnaissant le suicide comme accident de travail en octobre 2009. Enfin, une première reconnaissance était accordée à la famille, aux collègues. Mais Renault refusait cette décision et faisait appel. C'est ainsi que la cour d'appel de Versailles vient à la fois confirmer cette reconnaissance du suicide causé par le travail, mais va encore plus loin en affirmant que Renault a commis une « faute inexcusable ». Renault est reconnu coupable

d'avoir mis en place l'organisation du travail et le fonctionnement hiérarchique responsables de cette situation, d'avoir eu connaissance de la situation d'Antonio et de n'avoir rien fait pour y remédier. L'avocate de Renault a osé plaider que le salarié n'avait pas été « exposé à un risque ni dans sa charge de travail, ni dans son rapport avec sa hiérarchie, ni dans son évolution de carrière ». C'est ainsi que Carlos Ghosn qui se plaisait à se faire appeler le « cost killer » (tueur de coût) est ainsi devenu le responsable d'une organisation du travail assassine. Ce suicide s'est inscrit dans une série sinistre notamment chez Renault et à France Télécom. Mais rien n'a vraiment changé depuis, malgré la sinistre plaisanterie de la négociation obligatoire sur les risques psychosociaux vide de toute analyse des causes réelles des pressions auxquelles sont soumis les salariés et encore plus dénuée de tout commencement d'amélioration des conditions

de travail. La recherche de la productivité, du profit maximum est la seule responsable des surcharges de travail, de la culpabilisation des salariés en difficulté face à une hiérarchie qui lie l'incompétence professionnelle à l'aplatissement devant les sinistres rengaines du toujours plus d'efficacité. Plus que jamais le travail tue. Mais gageons qu'au moins ce jugement fera réagir les salariés. Et pourquoi pas certains patrons. Et au moins ces crimes resteront peut-être moins impunis. Mais bien sûr, ceci ne doit pas faire oublier la volonté, la ténacité et le courage dont doivent faire preuve les familles qui, pendant des années, s'obligent à revenir sur ces faits dramatiques. Une victoire, bien sûr, mais une souffrance qui demeure.

Robert Pelletier

## DÉPASSEMENTS D'HONORAIRES

### Une solution, l'interdiction

Les « négociations conventionnelles » qui fixent le barème de remboursement des actes médicaux par la Sécurité sociale sont en cours et doivent se clore pour l'été.

À cette occasion, le directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie a vigoureusement dénoncé la dérive croissante des « dépassements d'honoraires » par les praticiens libéraux, principalement les spécialistes qui ont représenté l'an dernier 2,5 milliards d'euros, sur un total de 20,9 milliards d'honoraires perçus !

Instauré en 1980, le secteur 2 dit « à honoraires libres » autorisant les médecins à réclamer légalement des honoraires supérieurs au tarif Sécu est l'un des grands scandales du système de santé français et le mal s'accroît au fil des années. Un médecin sur quatre exerce désormais dans ce secteur, mais la proportion est de quatre sur dix chez les spécialistes et atteint 85% chez les chirurgiens et 50% chez les ORL, les ophtalmologistes ou les gynécologues. Il existe désormais bien des villes où l'on ne peut consulter qu'en secteur 2.

Quant au niveau moyen de ces dépassements, il a doublé en 30 ans, passant de 24% en 1990 à 54% aujourd'hui, le record étant détenu par les médecins très minoritaires qui exercent une activité privée à l'hôpital public !

C'est une source d'inégalité sociale profonde face à la maladie. Cela touche en premier lieu ceux qui n'ont pas de mutuelle ou d'assurance complémentaire, ou dont la complémentaire ne les rembourse pas ou peu, c'est-à-dire les moins fortunés.

Seuls les plus riches n'auront pas de problème, car ils pourront toujours payer les dépassements et/ou s'offrir des assurances « en or ».

Mais si le directeur de la Cnam, Frédéric van Rookeghem (un ancien des assurances et du cabinet Raffarin !), dénonce les dépassements, ce n'est pas pour exiger leur interdiction, mais pour faire pression sur les syndicats médicaux et les assurances complémentaires et imposer la solution qu'il préconise depuis longtemps : le « secteur optionnel ».

Il s'agit ainsi d'institutionnaliser les dépassements d'honoraires en les encadrant. Les anesthésistes, chirurgiens et obstétriciens volontaires devraient réaliser au moins 30% de leurs actes au tarif Sécu, ne pas facturer de dépassements de plus de 50% sur le reste de leur activité. Ces suppléments seraient remboursés par les complémentaires santé. Le système pourrait ensuite s'étendre à toutes les spécialités.

Cette proposition est un élément de la contre-réforme de l'assurance maladie en cours : réduire toujours plus la part des soins remboursés à tous par la Sécurité sociale et accroître celle restant à la charge du malade directement ou par le biais de son assurance complémentaire, dont les tarifs s'envolent.

Il faut exiger l'interdiction totale des dépassements d'honoraires, et non leur généralisation même « encadrée », le remboursement à 100% de tous les soins par l'assurance maladie obligatoire, c'est-à-dire la Sécurité sociale, ainsi que l'interdiction totale de l'activité privée à l'hôpital public.

C'est d'autant plus nécessaire, qu'en cas d'alternance, le PS n'envise pas autre chose que « l'encadrement » des dépassements.

Jean-Claude Delavigne

## UN ESPOIR POUR LES GRECS



- FAUCOUR -

### Crise de la dette publique : sommes-nous condamnés à l'austérité ?

Pendant que Christine Lagarde proclame, de façon surréaliste, que « tous les clignotants sont au vert », et que « les moteurs de la croissance sont, pour certains d'entre eux, à leur meilleur niveau depuis 30 ans », la crise de la dette publique s'amplifie en Europe.

La Grèce est le pays où la situation est la plus dramatique, avec un PIB en chute de 4,5% en 2010 (-3,5% prévu cette année) et des attaques contre les travailleurs qui continuent de pleuvoir.

Actuellement, une délégation de l'Union européenne (UE) et du FMI négocie avec le gouvernement grec la mise en place de nouvelles mesures d'austérité en échange du déblocage de la 5<sup>e</sup> tranche du plan de « sauvetage » de 110 milliards d'euros consenti l'an dernier. Le 18 mai, le gouvernement « socialiste » a appelé l'opposition de droite à l'union sacrée pour imposer des réformes « structurelles » : privatisation de ce qu'il reste de public en Grèce, non-remplacement de la totalité des fonctionnaires partant à la retraite, etc. C'est ce type de mesures qui seront nécessaires pour que l'UE et le FMI prêtent 60 milliards d'euros supplémentaires afin de couvrir les besoins de financement, en 2012 et 2013, de la Grèce qui n'est plus en capacité

d'emprunter sur les marchés. À supposer que ce nouveau plan de sauvetage permette à la Grèce de « tenir » deux ans de plus, cela ne résoudra rien sur le long terme.

L'origine de la crise des dettes publiques est facile à identifier : sur fond de suraccumulation de capital (trop peu de plus-value est produite par rapport à la masse de capital investi), la mise en place de l'euro a accentué les déséquilibres au sein de la zone euro. Privés de la possibilité de dévaluer leur monnaie, les pays les moins compétitifs ont accumulé les déficits externes, d'où une dette extérieure croissante qui a fini par poser un problème de solvabilité, alimentant la hausse des taux d'intérêt.

Pour la bourgeoisie, il est hors de question que la Grèce se déclare en « défaut de paiement », c'est-à-dire qu'elle renonce à rembourser la totalité de sa dette. Cela mettrait immédiatement en grande difficulté les banques (principalement grecques, allemandes et françaises) qui possèdent les titres

de la dette grecque. Il s'agit donc d'imposer une baisse des salaires pour diminuer le déficit externe (en réduisant la consommation et les importations) et pour attirer les investisseurs. Le but étant de restaurer les conditions de la solvabilité de la Grèce au prix d'un abaissement monstrueux du niveau de vie de la majorité de la population.

Il est probable que les créanciers devront au final accepter de perdre un peu (en baissant le taux d'intérêt sur leurs créances anciennes ou en allongeant leurs périodes de remboursement) pour ne pas tout perdre. Même s'il existe actuellement des désaccords entre, d'un côté, la BCE et le gouvernement français (hostiles à toute idée de restructuration de la dette, par peur d'un effet domino sur les pays les plus fragiles, dont la France) et, de l'autre, le FMI et le gouvernement allemand (pour une « restructuration douce »), tous se retrouvent sur la solution consistant à faire payer au maximum les travailleurs et au

minimum les créanciers.

Il n'y a pas d'issue favorable à la crise dans le cadre des institutions en place. La logique du système pousse à une forme de semi-colonisation des pays de l'Europe du Sud par les États les plus puissants de l'UE (en premier lieu l'Allemagne) : imposition de cures d'austérité, contrôles des politiques budgétaires, etc. Face à ce rouleau compresseur, toute « sortie de l'euro » sans « sortie du capitalisme », comme le préconise le FN, est une solution illusoire qui aboutirait probablement à une explosion de la dette à la suite de la dévaluation de la monnaie nationale, à une spéculation contre la nouvelle monnaie, à la fuite des capitaux, etc. La seule issue est la mise en place d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, en rupture avec les institutions nationales et européennes, qui aurait la capacité de répudier la dette tout en s'attaquant au pouvoir des capitalistes sur l'économie.

Gaston Lefranc





## Ces terrorisants fanatiques de l'industrie nucléaire

Il a fallu attendre plus de deux mois pour que Tepco reconnaisse que le cœur de trois réacteurs avait fondu à Fukushima.

À quelques jours de la visite à Fukushima d'«experts» de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Tepco a enfin reconnu, plus de deux mois après le début de la catastrophe nucléaire, ce que de nombreux «experts» internationaux ont compris depuis bien longtemps: les cœurs des réacteurs 1 à 3 ont fondu dès le 1<sup>er</sup> jour et le magma issu du combustible en fusion, appelé corium, a commencé à attaquer le béton et risque d'entraîner de nouvelles explosions d'hydrogène et surtout une dispersion des matières radioactives dans le sous-sol puis l'océan. Tepco a également reconnu que certains problèmes majeurs dans la centrale avaient été provoqués par le séisme et non par le tsunami, ou encore qu'il fallait prévoir de stocker 200 000 tonnes d'eau contaminée.

La zone d'évacuation a été étendue à des villes au-delà du rayon de 30 km, les Américains recommandant depuis mars à leurs ressortissants, une évacuation dans un rayon de 80 km.

Les Japonais évacués n'ont pas perçu à ce jour d'indemnisation de l'État ou de Tepco qui se renvoient la responsabilité. Ces indemnités ont pour le moment été évaluées à 33 milliards d'euros.

Tepco vient d'annoncer une perte annuelle de 11 milliards d'euros pour son dernier exercice et ce n'est que le début. C'est bien l'État et les Japonais qui vont supporter l'essentiel du coût de la

catastrophe. Il serait grand temps de nationaliser Tepco mais également tous les fournisseurs d'énergie nucléaire à travers le monde qui ont privatisé les profits et qui en cas de catastrophe, nationaliseront les pertes. Le Japon a annoncé être «retombé en récession» au 1<sup>er</sup> trimestre.

Les conséquences économiques sont énormes mais le véritable drame est écologique et humain: incapable de gérer la nécessaire évacuation, le gouvernement japonais a décidé d'augmenter le seuil admissible de radiation, pour les adultes mais également les enfants, de 1 à 20 mSv par an, soit le seuil retenu avant la catastrophe pour les travailleurs du nucléaire qui se voient dorénavant fixer un seuil à 250 mSv. Il s'agit là de décisions criminelles: les enfants subissent, notamment à cause de leur croissance, beaucoup plus les radiations que les adultes. L'Agence de sûreté nucléaire japonaise vient également d'annoncer que 4956 travailleurs avaient déjà été contaminés.

Les Japonais du nord-est du pays ont besoin d'une solidarité, à la fois morale, financière et matérielle.

Il faut non seulement soutenir les mobilisations, exceptionnelles pour le Japon, contre le nucléaire mais également faire parvenir une aide financière et matérielle, notamment par l'envoi de dosimètres pour mesurer en toute indépendance la radioactivité.

En Europe et particulièrement en France, non seulement ce besoin urgent de

solidarité n'est pas relayé par les médias, mais l'évolution de la situation elle-même est presque passée sous silence: le sport ou les faits divers ont souvent une place beaucoup plus importante que cette catastrophe qui concerne pourtant le monde entier.

La France et le Royaume-Uni ont refusé une partie des tests de résistance proposés notamment par l'Allemagne, ne voulant pas prendre en compte les risques d'accidents d'avion, d'attaques terroristes ou informatiques.

Selon Angela Merkel, l'Allemagne serait sur le point de décider de sortir du nucléaire en dix ans, alors que le gouvernement français prétend continuer à construire de nouveaux réacteurs en France et à l'étranger et à investir dans le coûteux et illusoire projet ITER.

Comment cette industrie qui ne maîtrise pas ce qui se passe aujourd'hui à Fukushima peut-elle prétendre maîtriser ce qui arrivera demain au Japon et dans le reste du monde?

Elie Wiesel, Prix Nobel de la paix en 1986, a écrit: «Le fanatisme est aveugle, il rend sourd et aveugle. Le fanatique ne se pose pas de questions, il ne connaît pas le doute: il sait, il pense qu'il sait.»

**Thomas Couderette**

L'association Europe solidaire sans frontière récolte depuis la catastrophe des fonds pour les Japonais. Infos: www.europe-solidaire.org

## Côte d'Ivoire: l'investiture... de la France

Alors que tous les charniers ne sont pas encore découverts en Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara vient de dépenser plusieurs millions d'euros pour organiser son investiture à Yamoussoukro, la capitale politique du pays. Dans son discours il a confirmé la reconduction de Guillaume Soro comme Premier ministre et ministre de la Défense. Ancien Premier ministre de Gbagbo, Soro reste la pièce maîtresse du pouvoir en Côte d'Ivoire grâce à la mainmise sur les troupes armées du nord du pays, rebaptisées Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), qui ont permis avec l'aide de la France, d'installer Ouattara au pouvoir. Le nouveau président a aussi confirmé son intention de saisir la Cour pénale internationale

pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité qui ont été commis. À l'évidence, cette demande vise Gbagbo et sa garde rapprochée, mais elle est aussi une menace pour les seigneurs de guerre des FRCI, bien encombrants depuis qu'ils se sont partagé Abidjan en zones d'influence et tentent de reproduire ce qu'ils ont fait dans le nord du pays en s'enrichissant par le racket de la population et en contrôlant les activités économiques informelles.

Enfin, Ouattara a indiqué sa demande d'un positionnement des troupes françaises dans le pays. Demande aussitôt acceptée par Sarkozy qui pour l'occasion avait fait le déplacement accompagné de philanthropes

désintéressés (Bouygues, Bolloré ou Vilgrain). Dans son discours au relent colonialiste au «camp de Port-Bouët, haut-lieu de la présence militaire française en Côte d'Ivoire», Sarkozy a salué les militaires français sous les applaudissements de la communauté française, promettant de renouer les bonnes relations d'autrefois entre les deux pays. Pendant les discours et les libations des fauteurs de guerre, la population ivoirienne traumatisée par les 3 000 morts et les milliers de blessés, les viols et les pillages des soubards des camps Gbagbo et Ouattara, tente de survivre dans des conditions économiques et de sécurité déplorables.

**Paul Martial**

## En Tunisie aussi: la force des travailleurs, c'est la grève!

Pour la bourgeoisie tunisienne et les tenants du gouvernement provisoire, l'heure serait au retour au calme et à la seule préparation des élections du 24 juillet. Mais la jeunesse et les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot. Un gréviste du Magasin général d'El Kantaoui résume ainsi le problème: «L'âne est parti mais la charrette reste la même», parlant de Ben Ali et du gouvernement actuel. C'est dans ce contexte que des travailleurs, peu disposés à écouter les promesses de ceux qui n'ont pas fait la révolution, partent à la conquête de leurs droits.

### Grève au Magasin général d'El Kantaoui (Sousse)

Le Magasin général appartient à une chaîne de 47 supermarchés, privatisée en 2007 au profit d'un prête-nom du clan Ben Ali. La presque totalité des salariés (44) étaient en grève au mois d'avril, et ce depuis le 18 février. Près de la moitié sont des femmes et la moitié a un contrat précaire. Certains travaillent depuis plus de quinze ans sans être titularisés et aucune cotisation à la Caisse nationale de Sécurité sociale (CNSS) n'a été versée. En plus de dénoncer cette situation, les grévistes demandent l'augmentation des salaires.

Une milice patronale a tenté au départ et sans succès de déloger violemment les salariés qui occupaient le magasin. Le patron a ensuite trouvé un soutien auprès du tribunal: 70 policiers ont délogé les grévistes «en toute légalité». Les grévistes ont alors occupé l'entrée du magasin avec le soutien de la population. Ils ont organisé plusieurs manifestations dans la ville pour populariser leur grève, ont tenté de s'adresser à d'autres travailleurs mais la milice patronale veille: «ils passent toute la journée ici, nous insultent, nous frappent» dit un gréviste.

### Des grèves offensives dans le textile

Fleuritex, à Ben Arous (banlieue industrielle de Tunis), est une entreprise allemande de 240 salariés fabriquant des chemises Paul & Shark pour son client italien. Les salariées touchent en moyenne 200 dinars par mois (100 euros), les apprenties (une cinquantaine) 90 dinars. Certaines travaillent depuis plus de dix-sept ans et ne sont toujours pas titularisées (CDI) alors que selon la loi, elles devraient l'être au bout de quatre ans. Après une première mobilisation, le patron a fait signer des CDD aux ouvrières ne sachant pas lire, début avril, en les faisant passer pour des titularisations. Quinze jours plus tard, la quasi-totalité des ouvrières se mettaient en grève. Les cotisations à la CNSS font encore partie des revendications: «Pour une fille qui a travaillé quatre ans, le patron n'a payé que deux ans de cotisations, pour dix ans, c'est cinq ans. Et après, à la retraite, y'a rien», dit une gréviste.

Au troisième jour de rassemblement des grévistes devant l'usine, les gros bras du patron ont utilisé des gaz lacrymogènes et le patron a même foncé avec sa voiture sur les grévistes. Depuis, c'est au local UGTT qu'elles se rassemblent et sont encadrées par les syndicalistes. Le patron a annoncé qu'il licencierait sept déléguées syndicales au motif de «grève sauvage» et d'entrave au travail. Réponse des grévistes: «On reste en grève jusqu'à ce que le patron accepte, c'est pour notre dignité et la liberté.»

À l'usine Union Gold près de Sousse, les revendications sont les mêmes, les pressions patronales aussi. Une centaine d'ouvrières sont employées dans cette usine ouverte en 2008 et dirigée par un patron roumain. La plupart ont des contrats de trois mois renouvelés.

Le 15 février, sur conseil de l'UGTT, elles ont porté plainte pour non-versement des cotisations sociales. Le patron les a menacées de mise à pied de trois jours de manière répétée jusqu'à la fin de leur contrat. Au mois d'avril, il a bloqué l'accès des grévistes à l'usine. La femme du patron elle-même a cherché à les dissuader en menaçant de recourir à la corruption. En 2009, ce patron a embauché une femme dont le mari travaillait à la CNSS facilitant les infractions concernant les cotisations sociales.

Une ouvrière dit: «En venant ici le patron a appris le vol, la corruption et quelques mots du langage parlé pour qu'on comprenne ses ordres.»

Il y a tout à espérer qu'elles lui apprennent à augmenter les salaires et payer les cotisations dues!

Les revendications vont toutes dans le même sens. Mais les bureaucrates syndicaux n'ont pas une politique d'extension et d'unification des grèves en cours, qui garantirait aux travailleurs de ne pas être les dépossédés de la révolution.

**Correspondante**



# Pourquoi l'immigration n'est pas un

*C'EST L'IMMIGRATION VUE PAR LE PETIT BOUT DE LA LORGNETTE*



Tous les gouvernements des pays susceptibles d'offrir des emplois aux migrants, c'est-à-dire demandeurs d'une force de travail à moindre coût, n'ont paradoxalement cessé de constituer l'immigration en « problème ». Mais, en réalité, l'immigration n'est un problème que pour les migrants, auxquels sont déniés les droits les plus élémentaires, à commencer par la liberté de circuler.

Le vrai problème, c'est le ferment raciste, instillé dans le corps social par un État acharné à briser tout ce qui pourrait ressembler à un front de classe et prompt à présenter comme une charge ou des ennemis potentiels des hommes et des femmes qui, venus d'ailleurs, vivent ici et travaillent ici ; c'est une extrême droite boostée par les faux dérapages à répétition de la droite de bon ton qui conduisent à légitimer ses vieilles rengaines ; c'est la relégation et la stigmatisation des classes populaires, perçues comme classes dangereuses et attaquées pour tous motifs (la religion, avec le déchaînement d'une islamophobie adossée à une conception étriquée et biaisée de la laïcité, la supposée propension des pauvres à l'assistanat, le prétexte du climat d'insécurité imputé aux « jeunes de banlieue »...); c'est la surexploitation d'une fraction importante des immigrés, généralement précarisés et souvent privés de titre de séjour et, donc, de la protection du droit du travail, soumis quotidiennement à la peur de l'expulsion ; c'est la domination postcoloniale et les guerres impérialistes qui génèrent des cohortes de réfugiés dont la prise en charge incombe aux pays les plus pauvres de la planète, les responsables de leur exil rechignant, en dépit des standards de vie incomparablement plus élevés de leurs pays, à « accueillir toute la misère du monde ».

Le problème, c'est le système qui produit cette montagne d'infamies, qui en a besoin pour sa survie, le système qui a pour nom : capitalisme.

## **Mythologies: 10 mensonges sarkozyens sur l'immigration**

**D**epuis son arrivée au ministère de l'Intérieur, puis à la présidence, Sarkozy se donne en spectacle dans un perpétuel combat contre l'immigration, et pour captiver son audience, il élève les enjeux en assénant des vérités jamais démontrées quant au coût des migrations pour notre société. Le problème de son scénario est que pas un seul mot n'y est vrai !

### **« L'immigration familiale est une immigration "subie"... »**

Subie par qui ? Sur les 77 000 admissions pour motif familial, 58 % des cas concernent des conjoints, ascendants ou descendants de Français.

L'immigration familiale est au contraire « choisie », et par les Français eux-mêmes !

### **« L'immigration s'accroît, et les immigrés s'installent... »**

C'est faux ! Le solde migratoire (entrées/départs) a décliné de moitié depuis les années 1960, et n'a été que de 75 000 personnes en 2010, soit quatre fois moins que le solde naturel (naissances/décès) !

L'afflux croissant d'immigrés n'est qu'un fantasme !

### **« La proportion d'étrangers augmente dans la population... »**

Encore un mythe ! Parmi les 5,1 millions d'immigrés, plus d'un quart sont Français par naturalisation. La part des étrangers sur la population française n'est donc que de 5,8 %.

La part des étrangers dans la population est faible et stable depuis dix ans.

### **« Les immigrés prennent le travail des Français... »**

C'est erroné ! Les immigrés ne sont pas en concurrence avec les Français sur les emplois qu'ils occupent, mais avec d'autres immigrés. Ce sont les licenciements boursiers et les délocalisations qui mettent les salariés français à la rue, pas les immigrés.

### **« Ils sont la cause du maintien du chômage... »**

Les chiffres disent le contraire ! En 2009, seuls 37 000 étrangers étaient autorisés à travailler, mais la population active a crû dans le même temps de 278 000 personnes... cherchez l'erreur !

Ce n'est pas la faute des immigrés si les jeunes générations n'ont aucun débouché, c'est le système capitaliste qui leur refuse une place dans la société !

### **« Ils tirent les salaires à la baisse là où les tensions du marché du travail devraient entraîner la hausse... »**

C'est strictement l'inverse : ce sont les employeurs des métiers concernés qui refusent d'améliorer salaires et conditions de travail, rendant ces métiers répulsifs pour tout autre salarié que des clandestins, qu'eux-mêmes vont ensuite chercher...

Ce n'est pas la présence des étrangers qui crée un marché pour le travail au rabais, mais leur maintien dans la clandestinité !

### **« Ils entraînent à la baisse le revenu des Français... »**

C'est une hérésie sociologique : l'arrivée de travailleurs migrants améliore globalement le pouvoir d'achat des travailleurs qualifiés, en majorité des Français. L'immigration n'appauvrit pas les salariés français, elle les enrichit !

### **« Les étrangers grèvent les comptes de la Sécu et fraudent les impôts... »**

Au contraire : les salariés sans papiers cotisent sans jamais rien toucher, et paient collectivement des impôts sur le revenu exorbitants.

Tous les étrangers paient la TVA, alors que, arrivés à l'âge adulte, ils n'ont rien coûté pour leur éducation.

L'effet des immigrés sur les comptes sociaux est globalement positif !

### **« Au total les étrangers sont un coût insupportable pour l'économie... »**

Cette affirmation est démentie par les Nations unies, selon lesquelles une hausse de 1 % de la population active due à l'immigration stimule l'activité et l'emploi par la consommation, et entraîne une hausse de 1 % du PIB. L'immigration est une richesse pour la France !

### **« Le gouvernement ne régularise que 2 000 sans-papiers par an... »**

Il ment : près de 32 000 sans-papiers ont été régularisés en 2009, et depuis 2002, le chiffre des régularisations n'a cessé de croître.

La lutte des sans-papiers, des syndicats et du RESF paie ! Le gouvernement est obligé de régulariser !

Toute cette rhétorique pourrie, succession de contre-vérités démenties par les faits, n'est en fait qu'une vaste opération de storytelling qui, loin d'assurer la réélection de Sarkozy, n'a pour seul effet que de répandre partout la confusion. Mais elle est mise au service d'une idéologie raciste qui est appliquée, elle, avec soin. Assez de ce gouvernement, de ses mensonges. Ensemble, disons non au racisme d'État !



# Immigration un problème

## Révolution et invasion

Les révolutions démocratiques dans la région arabe sont un cinglant démenti pratique de toute l'idéologie du choc des civilisations et de sa forme dominante : l'islamophobie. Ces peuples ont démontré que leur révolte, à la fois sociale et démocratique, était non seulement possible mais aussi laïque. Le « monde arabe » n'est donc pas ce bloc arriéré, refusant une prétendue « modernité », que l'on nous présentait, dans une alternative simpliste, comme condamné aux dictatures laïques de type baassistes ou aux théocraties moyenâgeuses.

Face à l'histoire, les régimes impérialistes ont été forcés de saluer le soulèvement, du bout des lèvres et en étouffant au maximum sa dimension sociale. C'est qu'un pays comme la France, malgré la gestion calamiteuse de l'épisode tunisien, ne peut guère insulter la révolte d'un peuple dont la diaspora compte plus d'un million de membres. À travers elle, ce serait toutes les autres diasporas des anciennes colonies qui seraient visées. Vous avez dit explosion des banlieues ? Voilà pour la politique intérieure. Mais c'est aussi que la France, pays impérialiste drapé dans les droits de l'homme, ne peut se permettre une politique ouvertement contre-révolutionnaire. Mieux vaut accompagner le mouvement pour le juguler que lui donner la contradiction dont il a besoin pour se poursuivre. La gestion américaine, à ce titre, a été exemplaire. Voilà pour la politique extérieure.

Mais passé ce court épisode de quelques semaines où le silence (surtout), et quelques discours de soutien honteux (parfois), ont eu du mal à masquer la complicité passive ou active, la politique contre-révolutionnaire s'affirme. Cette politique, là encore, a sa face intérieure et sa face extérieure, toujours liées.

À l'extérieur, il s'agit de reprendre la main dans une région où les intérêts de la bourgeoisie sont importants : sous couvert de défense des civils, on prend pied en Libye dans une perspective

directement économique mais aussi politique. Il ne s'agit pas seulement de soutenir les futurs successeurs de Kadhafi dont la docilité sera proportionnelle à l'aide apportée. Il s'agit aussi d'envoyer un message aux peuples arabes : « nous sommes là, à vos portes, nous pouvons aller partout ». Il s'agit enfin de donner un alibi aux forces contre-révolutionnaires de ces pays, qui pourront agiter le chiffon de l'anti-impérialisme et détourner la colère.

Dans le même temps, à l'intérieur, par le spectacle d'une intervention voulue par le commandant en chef de l'Élysée, on distrait la population. On tente de compenser l'impopularité du petit bonhomme par le renforcement d'une « stature internationale » qui fait sourire les chancelleries et les palais du monde entier. Mais surtout, on fait des révolutions arabes la cause d'une invasion migratoire fantasmagorique.

Les milliers de migrants arrivés à Lampedusa, dont l'objectif principal reste la France, font les frais d'une politique d'affichage hors normes depuis un mois, à Paris en particulier mais aussi à la frontière avec l'Italie. Par un déploiement de force, une médiatisation, une violence et un harcèlement exceptionnels, le gouvernement fait de la lutte d'une centaine de Tunisiens à Paris un enjeu politique majeur. Voilà un bel exemple de la constitution de l'immigration en problème, alors que de prétendue invasion, il ne s'agit que de quelques milliers de migrants supplémentaires.

La politique contre-révolutionnaire à l'extérieur est inséparable de l'offensive intérieure, raciste et antisociale, que mène le gouvernement en temps de crise et à l'approche des élections. Dans notre camp social, la lutte aux côtés des migrants tunisiens, ici en France, est donc un point de jonction : elle est inséparable du soutien au processus en cours à l'étranger, mais aussi de la lutte contre l'offensive du gouvernement. Vous avez dit internationalisme ?

## « D'ailleurs nous sommes d'ici » : une campagne unitaire et combative

À quelques jours de la manifestation du 28 mai, 50 collectifs constellent le territoire. Chacun a une forme, une pratique et des problématiques définies par la situation locale, même si cette campagne s'inscrit dans une situation générale bien spécifique. Leurs états d'avancement diffèrent. Certains, comme à Saint-Denis, sont exemplaires. D'autres ne font que naître. De manière plus ou moins volontariste, chacun d'entre eux s'est donné une tonalité et une orientation : quartiers populaires dans le 20<sup>e</sup>, migrants à Calais, lycéens et collectif de sans-papiers à Vitry, extrême droite ou sans-papiers ailleurs. Ce sont ainsi tous les visages et vécus du racisme qui peuvent être combattus dans une seule campagne naissante, qui ne divise pas plus qu'elle ne surplombe, et dont les potentialités devront être développées pour asseoir, dans les mois et années à venir, une réponse aux attaques de la bourgeoisie. L'antiracisme, comme toutes les luttes liées aux oppressions croisées, se doit d'être à la hauteur de l'offensive.

Non, l'immigration n'est pas un problème. Mais sa constitution en problème par le pouvoir, pour des raisons tenant à la nécessité de division de la classe, en est un. Il est très concret et produit des effets dévastateurs car l'idéologie est matérielle. Il porte un nom : le racisme. Il nous pose la question de la riposte. Face aux attaques globales et coordonnées, la réponse doit être globale et coordonnée. Cette globalité passe par la mise en perspective politique de luttes d'ordinaires isolées. Cette coordination passe par la convergence, sur le terrain, de ces mêmes luttes. Et c'est bien par la construction de collectifs locaux que les bases de cette riposte sont posées. Cette mise en perspective globale et cette construction doivent donc être au cœur du travail des anticapitalistes.

Puisque la convergence se fait par une construction locale, les anticapitalistes doivent impulser la mise en place de cadres là où c'est possible et utile. Mais dans le même temps, puisque la convergence des luttes n'est pas une addition, puisqu'elle doit avoir une vision globale, les anticapitalistes doivent rassembler dans une perspective combative, donc délimiter le champ du travail et de l'expression.

Le périmètre du travail unitaire est défini par chaque situation, celle-ci pouvant évoluer parfois de manière inattendue. Ainsi le cadre unitaire n'est jamais fixé par principe et de manière permanente. Par exemple, les participations et appels à mobilisation sans participation au cadre sont un moyen de frapper ensemble sans diluer les désaccords, évitant ainsi un brouillage des lignes qui profite toujours à l'adversaire.

L'unité n'est ni l'œcuménisme ni le plébiscite. Obtenir l'aval formel de tout l'arc de forces présumé ne garantit rien, au mieux, mine l'action en amont, au pire. Mieux vaut travailler réellement, en l'absence de certains, mais de manière collective et dans une perspective constructive. À trop vouloir rassembler, on reproduit dans le cadre unitaire toutes les divisions, parfois insurmontables, qui sévissent dans le champ politique... alors même que l'on voulait les surmonter ! Immobilisme et minimalisme assuré. C'est la politique du plus petit dénominateur commun alors que l'unité doit permettre une augmentation des capacités d'intervention. Drôle de dialectique que celle qui commence par la fin... Une fin erronée de surcroît puisque l'unité a priori ainsi envisagée est mal délimitée, trop large. L'unité se construit et peut s'élargir dans le processus de lutte, en faisant des démonstrations pratiques qui poussent au rassemblement. Elle n'est pas un préalable à la lutte. Des forces peuvent rejoindre un cadre en route. Il n'est pas nécessaire de les attendre à tout prix. L'unité n'est pas une photo de famille sur la ligne de départ. Unitaire mais délimité, unitaire mais combatif, unitaire et constructif, tel est l'objectif. Cliver et se radicaliser seul, c'est le sectarisme. Cliver et tenter de radicaliser en étant entouré et investi dans un cadre, c'est de l'anticapitalisme.

d'ailleurs  
— nous sommes —  
d'ici







<http://pedrodorianblog.canalblog.com>

Il y a ceux et celles qui ont toujours dans le coffre d'une voiture tout le matériel du parfait petit colleur d'affiches, et puis parfois, on rencontre des gens comme Pedrô! qui manie la colle et les pochoirs dans les rues parisiennes. Un engagement poétique, voilà comment il définit son activité. Colleux à Paris depuis 1991, cet artiste s'est mis au pochoir en 2004 pour transformer nos rues en parcours poétique. Ce blog composé de diverses rubriques, s'attache à regrouper les différents visuels réalisés d'un même personnage. Un voyage passionnant dans l'univers street art de Pedrô!

l'essai

**MARX AU PAYS DES SOVIETS OU LES DEUX VISAGES DU COMMUNISME**

Emmanuel

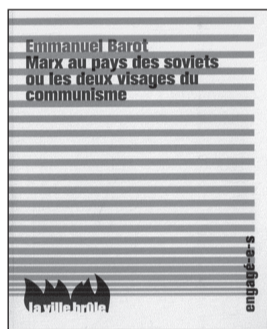
Barot

La maison

brûle

144 pages

13 euros



De quoi parle-t-on quand on parle d'un autre monde? De ce qu'il pourrait être (au risque d'être taxés d'utopistes) ou de comment on pourrait y arriver (au risque de l'opportunisme)?

Dans son dernier livre, Emmanuel Barot aborde le communisme sous cet angle, cette tension entre « le mouvement réel qui abolit l'état actuel et le but final », « l'association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ».

Cela l'amène à revenir sur les différents registres du discours de Marx, analytique et critique (sur l'histoire, sur le capitalisme et ses contradictions, sur les autres tendances critiques), prospective et stratégique (et notamment la question de la transition). Mais la vigueur et – il faut le dire – la témérité de ce court bouquin viennent de deux aspects. Le premier est l'idée récurrente que toute réalité est vraiment contradictoire (je souligne). Le capitalisme est à la fois la condition du communisme et son principal obstacle. On ne peut séparer l'un de l'autre. Et cela est un véritable guide stratégique. C'est par exemple pour cela que la révolution ne peut se faire par étapes mais qu'il y a nécessité d'une transition.

Le second est le retour sur la question de l'État, de la violence et de la dictature du prolétariat. Là aussi il est question de contradiction pour un auteur, par ailleurs plutôt libertaire, car toute volonté d'émancipation « semble devoir passer par ce qu'elle souhaite abolir : des moyens violents de résistance et de combat, même s'ils sont pensés comme purement transitoires ». Bref un livre clairement d'actualité en une période de printemps arabe et ibère, une période où « improbable et impossible ne sont synonymes que pour ceux qui ont déjà choisi ».

Denis Godard

Lire aussi agenda p. 2

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE  
27 rue Taine 75012 Paris / [www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43  
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



CINÉMA  
**LA CONQUÊTE**

La Conquête se veut politique, chose trop rare dans le cinéma français pour qu'on n'aille pas y voir. D'autant que le film est écrit par Patrick Rotman, essayiste et scénariste qui mérite attention. Il s'agit de raconter les cinq années précédant l'élection de Sarkozy à la présidence, ses conflits avec Villepin ou Chirac, sa rupture avec Cecilia... Déception : on a la même impression qu'à la Cinémathèque, quand on voit les films muets en noir et blanc du début de l'autre siècle, où on reconstituait l'actualité avec des acteurs, dans les décors de Montreuil. Les aventures de Sarko et de son clan nous sont quand même assez indifférentes, et il se trouve que, au moment où sort le film, l'actualité politique recèle des éléments bien plus excitants. Quand même, un élément marrant : un des membres de l'équipe qui soutient Sarko est joué par Dominique Besnehard (qui fut conseiller de Ségolène Royal).

Paul Louis Thirard



EXPO

**VAN DONGEN, fauve, anarchiste et mondain**

Jusqu'au 17 juillet, sous un titre mystifiant, le musée d'Art moderne de la Ville de Paris présente une centaine d'œuvres du plus turbulent des « fauves », Kees van Dongen (1877-1968). Anarchiste, il le fut au tournant du siècle, par ses fréquentations, ses collaborations à des journaux comme *L'Assiette au beurre*, les sujets de ses tableaux qui firent scandale autant que leurs couleurs brutales, « un artiste violent qui aime la révolution sociale, les fards et la lumière électrique », selon Apollinaire. À partir des années 1910, le succès et la vie de luxe avec la marquise Cassati firent de lui un « mondain » oubliant toute « révolution sociale » dans les toiles de sa « période cocktail ». Après 1941, pour s'être laissé inviter à Berlin par Arno Breker, il subit l'opprobre réservé aux artistes collaborationnistes, loin de l'anarchisme là encore. Mais ses œuvres « fauves », à l'expressionnisme très voisin de celui de Die Brücke, ont encore des airs de petites bombes qui font plaisir à voir.

Gilles Bounoure



LIVRES

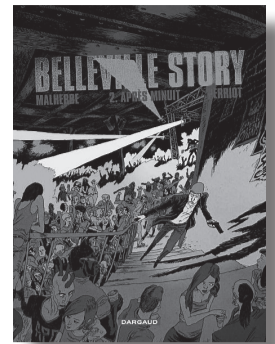
**MILES IN BLUE: du Velvet à ECM, l'onde de choc de Kind of blue**

Richard Williams

Rivages Rouges

Dans les magazines spécialisés ou dans les ouvrages de critiques experts, il est fréquent que les auteurs évoquent ces fameux disques indispensables dans toute discothèque idéale. Miles Davis est un des rares artistes du xx<sup>e</sup> siècle à pouvoir se vanter d'en avoir publié plusieurs, du classique *Birth of cool* en 1949 à l'iconoclaste *Bitches Brew* en 1970. Mais sans conteste, *Kind of blue*, sorti en 1959, une des galettes de jazz les plus vendues au monde, occupe une place à part. Le journaliste Richard Williams réussit le tour de force de replacer l'importance de cet album dans le contexte culturel et politique ainsi que d'en pister l'influence déterminante, non seulement auprès des confrères jazzmen (comme le fameux label ECM), mais aussi, avec une parfaite érudition, dans les scènes rock et pop les plus innovatrices.

King Martov



BD

**BELLEVILLE STORY Après minuit, tome 2**

Malherbe, Perriot, Merlet Dargaud/15,95 euros  
Le premier tome commençait comme une histoire de petits malfrats, sur fond d'exploitation et de trafic de main-d'œuvre clandestine chinoise. Cela ressemble au Belleville actuel mais avec un petit quelque chose en plus d'encore plus dégradé dans le climat, une pesanteur sarkozyste encore plus lourde. Freddy, petit malfrat sans envergure, devient l'allié d'un tueur à gages chinois que ses anciens patrons veulent liquider. Pétri de contradictions, Freddy est amoureux d'une jeune prostituée avec laquelle il souhaiterait s'échapper. Ce deuxième tome est un peu moins bien réussi que le premier, mais tous les ingrédients sont réunis pour une histoire noire à souhait et de qualité.

Sylvain Pattieu

**Les médias dominants et « l'affaire DSK »**

Le traitement médiatique de ce qui est rapidement devenu « l'affaire DSK » fait apparaître, de manière caricaturale, deux tendances lourdes propres aux médias dominants : la connivence spontanée avec les puissants et une personnalisation outrancière<sup>1</sup>.

La connivence entre les médias dominants et le pouvoir s'est traduite, dans les deux premiers jours de « l'affaire DSK », par l'oubli de la victime présumée du viol dont on accuse l'ancien directeur du FMI. Soudainement orphelins de leur candidat de prédilection pour les présidentielles de 2012, les grands médias ont d'abord concentré leur attention sur les misères qui leur semblaient faites à Strauss-Kahn. Celui-ci pouvait-il s'être abaissé à de tels comportements, alors même que les sondages lui prédisaient régulièrement une élection facile contre un Sarkozy honni?

Surtout, ce qui justifie implicitement cette attention sélective, c'est l'idée qu'un homme blanc, fortuné et puissant, puisse être l'auteur d'une agression sexuelle. Les médias dominants n'ont en effet pas cessé, depuis une vingtaine d'années, de construire un portrait homogène du « barbare » se rendant coupable de violences sexuelles : jeune, pauvre, habitant des quartiers populaires, arabe ou noir, de culture musulmane. Rappelons-nous, entre 2001 et 2003, l'indignation médiatique devant le « scandale des tournantes », avec son cortège d'émissions, de reportages et de débats télévisés. Celui-ci avait principalement conduit, non seulement à stigmatiser la jeunesse des quartiers populaires et à construire un « péril musulman », mais à dissimuler le fait que des viols sont commis dans toutes les classes sociales et que l'oppression des femmes n'est en rien le « privilège » d'une religion ou d'une culture particulière.

Rien n'est plus révélateur de cet aveuglement et de cette connivence spontanée

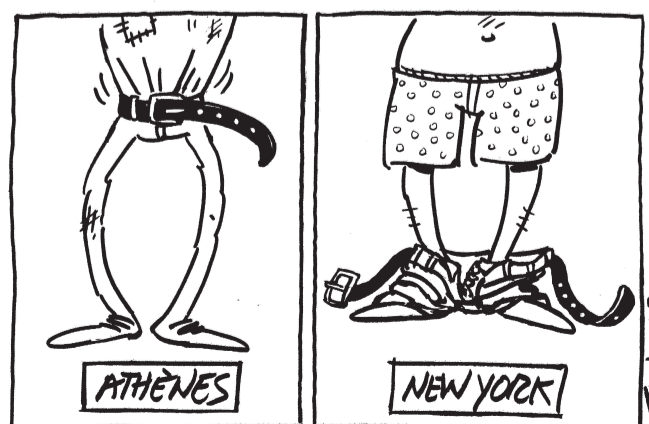
avec les puissants que les témoignages de deux éditocrates invités, partout et à toute heure, à donner leur avis sur tout : BHL et Jean-François Kahn. Le premier, au nom de son amitié avec DSK, disait ne pouvoir l'imaginer coupable. Il laissait surtout entendre que la victime présumée mentait, ne serait-ce que parce qu'une femme de ménage ne pouvait être entrée seule dans la chambre d'un homme aussi puissant que le directeur du FMI. Le second, dans l'évidence d'un racisme de classe couplé au sexisme ordinaire, affirmait qu'il ne s'agissait là, si les faits reprochés étaient avérés, que d'un « troussage de domestique ». Dernier aspect de cette médiatisation : la personnalisation outrancière de « l'affaire ». Là où celle-ci aurait pu constituer une occasion d'informer sur cette question largement délaissée des violences faites

aux femmes, les médias dominants se sont complu dans la diffusion en quantité industrielle d'images inutiles, s'éloignant de détails insignifiants pour se livrer ensuite à une critique hypocrite d'une justice américaine réputée impitoyable et d'une police organisant la médiatisation. Mais qui donc diffuse à longueur de journée les images de DSK menotté sinon les médias eux-mêmes? Et qui donc a oublié pendant près d'une semaine toute autre information (Nakba, Syrie, Espagne, etc.), en prétextant de l'importance cruciale de cette « affaire »?

Léo Carvalho

1. Nous nous appuyons ici sur la série d'articles publiée par l'association Acrimed (Action-critique-médias). Voir notamment : [www.acrimed.org/article3593.html](http://www.acrimed.org/article3593.html)

L'IMAGE DU FMI CONTINUE DE SE DÉGRADER...





RACISME ET FOOTBALL

**Retour sur l'affaire des quotas**

Depuis la victoire de 1998, le football a été paré de toutes les vertus du multiculturalisme et de l'intégration. La récente affaire des quotas ébranle sérieusement cet édifice qui relève en partie du mythe.

**A** lors que dans les années 1970 et 1980 on trouvait dans le football des enfants d'ouvriers qualifiés ou même de classes moyennes, le foot est aujourd'hui privilégié par les enfants du prolétariat le plus précaire, souvent d'origine immigrée. L'équipe de France «Black-Blanc-Beur» de 1998 comptait en fait peu de joueurs d'origine africaine (les Antillais étaient plus nombreux) et bien peu d'enfants des quartiers les plus défavorisés. Dans ce contexte, le décalage est fort entre le profil d'un Laurent Blanc, fils d'ouvrier qualifié syndiqué à la CGT, et celui de nombreux jeunes footballeurs aujourd'hui. L'équipe de France a certes été une des premières à accepter dans ses rangs des joueurs issus de son empire colonial, de Raoul Diagne dans les années 1930 à l'équipe «Black-Blanc-Beur» en passant par la «garde noire» des années 1970 (charnière centrale composée de Jean-Pierre Adams et Marius Trésor), sans oublier les Kopa, Platini, Amoros et autres enfants de l'immigration. Il est vrai que le football, par comparaison avec la politique, l'université, ou l'entreprise, semble donner une place sans équivalent aux «minorités visibles». Mais à ce jour, Pape Diouf, qui dirigea l'OM, reste le seul président de club noir. Cette saison en L1, les entraîneurs noirs se comptent sur les doigts d'une seule main : Tigana et Komboaré. Le modèle proposé par le football semble donc limité : sportif oui, dirigeant non ! Même s'il faudrait sans doute nuancer ce constat à un échelon plus local. Il faut ajouter que le multiculturalisme du foot ne le préserve pas de certains stéréotypes : ainsi celui du «Black» forcément «grand et costaud».

**Peur sociale, racisme et xénophobie**

La volonté de certains dirigeants du football français de discriminer des jeunes de 12 ans en fonction de leurs origines croise plusieurs phénomènes. L'arrivée massive sur les terrains de jeunes issus des catégories sociales les plus défavorisées, dites «de banlieue», a engendré une peur sociale. La grève de Knysna, pendant la Coupe du monde 2010, a été mise sur le compte de «caïds immatures». Cette dénonciation des «racailles» vient d'en haut, n'est pas propre au milieu du foot mais s'y décline à sa manière : stigmatisation des spectateurs qui osent siffler la Marseillaise lors des matches contre les équipes du Maghreb, stigmatisation des joueurs qui importent leur «mauvaise éducation» depuis la cité jusque sur les terrains. La stigmatisation

sociale se renforce de racisme puisque nombre de ces jeunes appartiennent aux «minorités visibles». Mauvais spectateurs «ingrats» envers la France, mauvais joueurs qui ne l'aiment pas et ne mouillent pas le maillot comme ils le devraient.

Dans ce contexte, la stigmatisation s'est cristallisée sur la question de la «binationalité». Une décision internationale récente permet aux joueurs ayant participé aux sélections de jeunes pour un pays de choisir une autre équipe s'ils n'ont jamais joué en équipe A. Une aubaine pour de nombreux joueurs, non sélectionnés en équipe de France et désireux de jouer des compétitions internationales. Un «binational», potentiellement, c'est n'importe quel joueur ayant une origine étrangère, même lointaine. Le Lillois Obraniak est récemment devenu international polonais parce que l'un de ses grands-pères est né en Pologne. La FFF ne s'est jamais gênée pour tenter de débaucher des joueurs, comme les Argentins Trézéguet et Higuain, et les centres de formation prospectent jusqu'en Afrique pour trouver de jeunes pépites. Dès juillet 2010, Blanc considérait pourtant l'existence de «binationaux», comme un problème, la possibilité de pouvoir choisir un autre pays risquant de remettre en cause à ses yeux leur attachement à l'équipe de France. Une telle logique est dangereuse : elle revient à considérer toute personne ayant des origines étrangères comme un citoyen à part, sommé à tout moment de donner des preuves de son patriotisme. Elle est aussi insidieuse, dans le contexte de l'immédiat après-Knysna : si les joueurs ont osé se mettre en grève, c'est qu'ils n'aiment pas le maillot, parce qu'ils n'aiment pas la France, parce que

finalement ils ne sont pas vraiment français. L'argument du coût de la formation, qui bénéficierait indûment à d'autres pays, semble fallacieux. Les jeunes formés enrichissent les clubs français, leur débouché professionnel naturel, d'abord en jouant puis lors des transferts.

L'affaire des quotas a laissé la place à l'affaire DSK. Pourtant, les arguments résonnent étrangement d'une affaire à l'autre, toutes proportions gardées : «il n'est pas comme ça», «ils ne sont pas racistes, ils n'auraient jamais fait ça». Blanc n'est pas raciste au sens où il éprouverait de la haine envers les noirs ou les Arabes : il a néanmoins clairement tenu des propos empreints de stéréotypes racistes. Stigmatisation sociale, racisme et xénophobie se mêlent jusqu'à rendre acceptable pour certains dirigeants du sport le plus populaire en France d'envisager une politique discriminatoire. Il faut y voir l'effet d'un contexte national nauséabond, marqué par les surenchères et les dérives d'une droite largement lepénisée. Le clivage noirs-blancs entre anciens joueurs de 1998 est inquiétant, les uns critiquant le sélectionneur tandis que les autres affichaient leur soutien, comme s'il fallait être noir pour se révolter contre le racisme. Les joueurs qui ont le choix privilégient en général l'équipe de France, qui offre de meilleures perspectives sportives et financières. Mais dans le contexte actuel, s'ils faisaient parler leur cœur plutôt que leur portefeuille ou leurs espoirs de carrière, qui pourrait leur en vouloir de ne pas porter le maillot d'une France qui a rarement aussi mal traité étrangers et immigrés ?

**Sylvain Pattieu**



**Tribune**

Dans le cadre des discussions amorcées par le NPA en vue des présidentielles, nous publions la contribution du Collectif national pour les droits des femmes (CNDP).

**N**icolas Sarkozy peut être fier de lui. Élu il y a presque quatre ans déjà pour mettre la France en coupe réglée, on peut dire qu'il a fait le job. Tout passe au crible de la «réforme», notamment la fonction publique et les services publics : La Poste, la SNCF, l'université, l'école, l'hôpital, l'ANPE. À chaque fois les signaux sont les mêmes : plus d'autonomie vis-à-vis de l'État, introduction du privé, restriction des effectifs. La protection sociale n'y échappe pas : retraites, Sécurité sociale, etc. Le dogme libéral et la destruction des acquis sociaux, quoi ! La société est bousculée de fond en comble. Les classes moyennes ont peur du déclassement, la précarité est érigée en mode de vie. Sarkozy construit une autre société. Sûr de lui et droit dans ses bottes puisqu'il considère qu'il n'y a rien en face, il traite toutes les mobilisations avec mépris même quand elles mettent 3 millions de personnes dans la rue comme la lutte contre sa réforme des retraites de cet automne. En outre, convaincu que l'élection se gagne à droite, il durcit jour après jour sa politique concernant les immigrés et multiplie les provocations vis-à-vis de l'islam et des musulmans.

Face à ce type de situation, il est impossible pour réagir de faire l'impasse sur certains rapports de domination qui structurent la société. D'autant plus quand ceux-ci sont millénaires comme la domination masculine. Les ravages provoqués par la politique de Sarkozy se tricotent, se conjuguent avec les inégalités préexistantes : il a été largement mis en lumière par exemple que la réforme des retraites aurait un impact plus important sur les femmes du fait de leurs carrières tronquées et de leurs salaires inférieurs. Comment peut-on prétendre construire une société alternative sans prendre en compte ces rapports de domination ? Nous pouvons comprendre que leur mise en lumière dérange puisqu'elle peut mettre en cause ce qu'il y a de plus obscur chez un individu comme l'affaire Strauss-Kahn semble vouloir le démontrer (mais, écrivant le 15 mai, nous attendons le résultat des investigations). Sans compter les privilèges à remettre en cause comme les tâches domestiques.

Il faut se rendre à l'évidence : le mouvement des femmes est désormais ancré dans la réalité politique française. Qu'il ait des hauts et des bas, une «mise en musique» sociale-démocrate ou liée au mouvement social, c'est désormais une donnée structurelle, incontournable. Et personne ne peut y rester insensible. La bourgeoisie ne s'y est pas trompée, d'ailleurs, et est capable de jouer son petit couplet-type : 40% de femmes dans les conseils d'administration des entreprises du CAC 40...

Mais des données conjoncturelles s'ajoutent à cet état de fait : le Front national va bientôt se déclarer le meilleur garant des droits des femmes. Non contente d'instrumentaliser la laïcité pour dégainer son discours anti-islam, Marine Le Pen prétend vouloir se battre contre les inégalités salariales et pour la parité, thèmes qui étaient jusqu'à aujourd'hui totalement étrangers au FN. De même, elle ne se prononce pas clairement contre l'avortement mais pour son déremboursement... La ficelle est certes grosse mais nous savons qu'elle marche. Alors ? Alors la seule solution est de défendre et de construire un mouvement des femmes lié au mouvement social non seulement pour des raisons d'immédiateté politique mais aussi avec la conviction de bâtir une société dénuée de toute domination.

**Suzy Rojzman, CNDP**

**courrier**

Pour nous écrire, pour prendre contact : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

**Erratum ITER. G. C. (Paris 20\*) :** Dans *Tout est à nous* ! n° 103, on peut lire : «Le principal danger c'est le tritium. Un gaz très volatil hautement toxique et mortel à partir de 1mg. Jusqu'ici la production de ce gaz était réservée aux bombes H, en quantité infime.» En dehors même du débat sur ITER, qui est parfaitement légitime, ce texte contient deux erreurs. L'une, mineure : sa production n'est pas réservée aux bombes H, il existe des applications non militaires, notamment en recherche biologique.

L'autre, plus importante : chimiquement, le tritium n'est pas plus toxique que l'hydrogène ou le deutérium, c'est-à-dire 0.

Sa radiotoxicité le fait classer dans le groupe dit 4, c'est à dire la radiotoxicité la plus faible. Il faut toutefois signaler que des études suggèrent une accumulation préférentielle dans le système nerveux, d'où une demande de révision à la hausse des mesures de radioprotection et de suivi, sans que cela implique d'ailleurs le passage du groupe 4 au groupe 3.



## Fête réussie à Thiescourt



Le 21 mai, le NPA de l'Oise a organisé sa première fête populaire dans la salle des fêtes de Thiescourt. De l'avis de toutes et tous, ce fut une grande réussite. Plus de 200 personnes ont répondu présentes et 150 repas ont été servis le soir. De nombreux groupes de musique, artistes, conteurs, jongleurs, se sont relayés pour apporter une ambiance musicale et festive originale tout au long de la journée et de la soirée. Des représentants de nombreuses organisations et collectifs étaient présents : les Désobéissants, Alternative libertaire, la CNT, le PG, la Gauche unitaire, le PCF, le Comité de défense de l'hôpital de Creil, la LDH, Solidarité migrants, les travailleurs sans papiers de Creil, les Conti... Pendant que les adultes déambulaient parmi les stands, les enfants se sont amusés comme des fous grâce aux jeux mis à disposition à l'extérieur.

Luiza Toscane, militante des droits de l'homme, est intervenue lors du débat sur les révolutions arabes. Son analyse a été très éclairante sur les particularités de chaque pays dans ce processus révolutionnaire qui s'exporte dans le monde entier (au Brésil et en Chine notamment). La seule déception est de n'avoir pu mener le débat sur l'extrême droite, faute de temps. Mais ce n'est que partie remise, le FN étant hélas bien implanté dans la région.

Les militantEs du NPA, éreintés mais très satisfaitEs d'avoir pu mobiliser autant de monde, envisagent d'ores et déjà de renouveler l'expérience chaque année et de faire de la fête populaire de Thiescourt un rendez-vous du mouvement social et de la gauche de l'Oise.

## Fête contre le racisme à Paris 18°

Dimanche 22 mai, plusieurs centaines d'habitants du quartier populaire de la Goutte d'Or (Paris 18°) ont participé à la fête organisée par le comité local «D'ailleurs nous sommes d'ici». Tout au long de l'après-midi, six groupes de différents styles (reggae, hip-hop, fanfare, chanson...) ont fait danser le public rassemblant jeunes et vieux de toutes origines, tout en portant un message d'unité et de combativité face aux attaques du gouvernement, aux débordements quotidiens, au harcèlement policier, etc. Des organisations (CSP75, RESF, FICR, ATMF, Dom'asile...) sont également intervenues et de nombreux contacts ont pu être pris. 50 t-shirts et 70 badges «D'ailleurs nous sommes d'ici» ont été vendus, ce qui montre l'enthousiasme qu'a rencontré notre initiative. Pas de doute : les efforts mis dans l'organisation de cet événement en valaient la peine et ont permis de tisser des liens avec des militants, des musiciens, des habitants du quartier.

Les énergies militantes pour contrer Sarkozy, Guéant et Le Pen sont bien là, il s'agit maintenant de les rassembler. Dans ce but, nous avons prévu une assemblée de quartier le 19 juin au square Léon, pour faire le bilan de la manifestation du 28 mai et discuter de la manière de prolonger la mobilisation dans le 18° arrondissement.

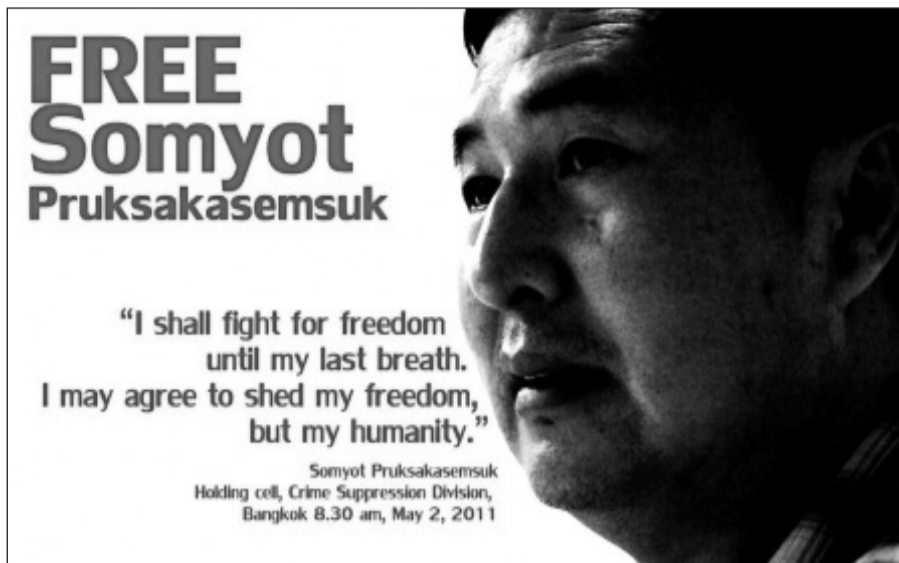
## Erratum

En recherche de respectabilité pour les échéances électorales à venir, le Bloc identitaire s'est senti diffamé par l'une des formulations de l'article «*Déchaînement de haine et de violences à Lyon*» paru la semaine dernière dans *Tout est à nous!* Le BI envisageait de porter l'affaire devant les tribunaux.

Après vérification des documents en notre possession, la phrase incriminée «*Le soir, après dispersion du rassemblement, les Identitaires ont lancé des opérations commandos à la Croix-Rousse*» est devenue, sur notre site internet, «*Le soir, après dispersion du rassemblement, des personnes au crâne rasé et aux bras tendus hurlant "Sieg Heil" ont lancé des opérations commandos à la Croix-Rousse*».

La rectification est d'importance : le rassemblement identitaire lyonnais du 14 mai fut bien le point de convergence d'authentiques démocrates.

## Liberté pour Somyot !



Le 30 avril, Somyot Pruksakasemsuk a été arrêté par la police thaïlandaise. Somyot est un défenseur des travailleurs de longue date et un militant pro-démocratie bien connu en Thaïlande. Il est le dirigeant du mouvement du 24 juin et rédacteur en chef du journal *Pouvoir rouge*. Il encourt une peine de trois à quinze ans de prison.

Le 29 avril, Somyot et d'autres membres du Réseau pour la démocratie avaient soumis une pétition recueillant 10 000 signatures pour l'abolition de l'article 112 du code pénal (le crime de lèse-majesté) qui va à l'encontre du principe de la liberté d'expression.

Le cas de Somyot n'est malheureusement pas isolé. Depuis le 7 avril 2010, date de mise en place de l'état d'urgence dans une partie de la Thaïlande, le gouvernement a utilisé les pouvoirs exceptionnels que lui confère le décret d'urgence pour emprisonner des centaines de suspects sans charges, intimider ses opposants et censurer les médias d'opposition.

Près de 300 personnes seraient poursuivies ou condamnées pour crime de lèse-majesté ou crime relatif à la cybercriminalité. Des radios communautaires, des journaux, des blogs, des sites internet, des conférences et des discours sont censurés. Depuis le 7 avril 2010, pas moins de 425 296 pages internet ont été bloquées. Dans son classement annuel sur la liberté de la presse, l'association Reporters sans frontières place désormais la Thaïlande au 153° rang derrière des pays comme la Russie, la République démocratique du Congo ou le Pakistan.

À l'approche de nouvelles élections, le gouvernement semble vouloir durcir la répression et ainsi museler toute opposition. Il peut poursuivre sa politique de

répression d'autant plus librement que ses constantes violations des droits humains n'ont pas suscité les condamnations internationales à la mesure des événements. La situation des droits de l'homme en Thaïlande est extrêmement préoccupante, ce qui n'empêche pas la Thaïlande d'occuper la présidence du Conseil des droits de l'homme des Nations unies. La commission pour la vérité et la réconciliation mise en place par le gouvernement pour faire la lumière sur la répression qui a conduit à la mort de 91 personnes en avril et mai 2010 n'a pas obtenu les moyens légaux de poursuivre en justice les responsables de la répression.

Si le gouvernement thaïlandais veut vraiment œuvrer à la réconciliation nationale comme il le prétend, il doit mettre en actes ses discours.

Le NPA demande ainsi la libération immédiate de Somyot et de tous les

prisonniers condamnés pour crime de lèse-majesté ou pour «transgression» de la loi sur la cybercriminalité ; l'abolition de la loi sur le crime de lèse-majesté et de toutes les lois liberticides ; la mise en place d'une commission indépendante pour faire la lumière sur la répression des mois d'avril et mai 2010 et condamner les responsables.

Il est important que la communauté internationale se mobilise contre l'arrestation de Somyot, pour la libération de tous les prisonniers politiques et pour l'abolition du crime de lèse-majesté.

**Danielle Sabai**

Une pétition en ligne peut être signée à l'adresse suivante : [www.ipetitions.com/petition/article112may012011statement](http://www.ipetitions.com/petition/article112may012011statement), et sur les sites du NPA et Extrême Asie : <http://daniellesabai.wordpress.com/2011/05/09/liberte-pour-somyot-pruksakasemsuk/>

## M-REAL « Sauver tous les emplois du site ! »

M-real à Alizay (Eure) est une papeterie qui emploie 330 salariés en CDI et 224 salariés extérieurs. Le groupe finlandais a annoncé sa volonté de vendre et de fermer si aucun repreneur ne se manifestait d'ici septembre. Entretien avec notre camarade Thierry Philippot, secrétaire CGT du comité d'entreprise.



### Où en est la situation ?

Cette annonce est tombée comme un coup de massue. Elle vient après 130 suppressions d'emplois en 2006, une période de presque un an de chômage technique dans l'unité de fabrication de pâte à papier et finalement la fermeture avec 75 nouvelles suppressions d'emplois en juin dernier. À chaque fois M-real a essayé de nous convaincre que c'était la seule solution pour repartir. Mais, au moins pour ce qui est des militants, même si nous pensions avoir un peu plus de répit, il n'y a pas vraiment de surprise, car nous connaissons bien leur objectif réel, qui est d'arriver petit à petit à se débarrasser de nous pour ne plus faire que du cartonage.

### Comment comptez-vous réagir maintenant ?

Nous repartons du point où nous en étions restés l'an dernier : nous avons démontré la viabilité du site de production intégré pâte/papier aux conditions du marché, en y intégrant de nouvelles productions dites «vertes», comme une chaudière biomasse, la production de granulés de bois et de biocarburants, une

unité de désencrage... Le hic, c'est que ces études, payées 70 000 euros par la région et le département, ont été balayées d'un revers de main par la direction. Tout le monde s'est incliné au nom du respect de la propriété privée. Un beau gâchis ! On s'est finalement retrouvés avant l'été sans repreneur, alors la tension est remontée de plusieurs crans : la perspective de l'expropriation de l'usine et de son redémarrage par les travailleurs sous le contrôle de l'État ou de la région, défendue par le NPA, est apparue comme absolument hors de portée, et cela d'autant plus qu'avec le stress accumulé depuis des mois et des mois de chômage technique, la volonté d'en finir s'est imposée. On a quand même la satisfaction d'avoir obtenu de très bonnes conditions de départ pour les 75 qui nous ont quittés (sur 99 prévus). Mais maintenant, on est vraiment le dos au mur ! C'était d'ailleurs bien net à la première assemblée générale le mardi 17 mai : il y avait vraiment beaucoup de monde, y compris des administratifs et le personnel des entreprises extérieures, et une volonté unanime de ne pas les laisser démonter et déménager quoi que ce soit.

### Quels sont vos objectifs ?

D'abord, puisque M-real veut se barrer, qu'ils se barrer, on les a assez vus ! Mais nous exigeons que ses avoirs soient gelés, qu'ils remboursent les aides publiques et dépolluent le site !

Ensuite, nous n'accepterons qu'un repreneur sérieux. Il est hors de question que ça se passe comme pour nos camarades de Pont-Sainte-Maxence (Oise) : au bout d'un an, le type s'est mis en cessation de

paiement en empochant au passage plusieurs millions d'euros que personne ne lui a jamais réclamés, et en laissant les travailleurs et leurs familles sur le sable. Nous avons lutté ces dernières années en arborant «*Interdisons les licenciements chez M-real comme ailleurs!*» sur nos blousons et banderoles. On ne lâche rien, même si à chaque étape ça devient d'autant plus dur qu'il n'y a au niveau national aucune volonté de coordonner les luttes pour l'emploi qui se déroulent un peu partout, isolées les unes des autres. En tout cas, pour la plupart d'entre nous il n'y a aucune chance de retrouver du boulot ailleurs. Pour le canton et la Vallée de l'Andelle, c'est l'asphyxie assurée.

Enfin, nous mettons les pouvoirs publics devant la responsabilité de trouver un repreneur qui mette en œuvre les différents projets validés par l'expertise. C'est d'autant plus à l'ordre du jour qu'on n'entend parler en ce moment que de colloques et de projets tant à propos des alternatives énergétiques que du Grand Paris, et que notre site est situé au bord de la Seine, à mi-chemin entre Paris et Le Havre.

Nous avons réactivé le Collectif pour le maintien et le développement de l'emploi chez M-real, autour de la CGT et de la CFE-CGT du site, avec le soutien d'ÉÉ-LV, du NPA, du PCF, du PS, et de nombreux élus locaux. Il est à noter que, cette fois, les élus de droite sont là aussi, car ils savent bien que M-real apporte 15 millions d'euros par an aux collectivités locales. Une bonne raison de plus pour engager le combat !

**Propos recueillis par Pierre Vandevoorde**



## Contre-G8 au Havre : mobilisation réussie

Depuis quelques années, les mobilisations altermondialistes marquent le pas : la dynamique enclenchée depuis Seattle n'est pas éteinte mais elle cherche un second souffle. La participation au contre-sommet organisé au Havre les 21 et 22 mai en est une illustration. La manifestation de samedi a rassemblé 5000 militantEs autour de mots d'ordre combatifs et radicaux. La présence du NPA a été particulièrement remarquée puisque nous avons un cortège de 500 militantEs avec des camarades de nombreuses régions. Pour leur part, les autres organisations politiques avaient fait le strict minimum, se contentant d'une présence assez symbolique. Plusieurs milliers de personnes ont assisté au meeting international, avec notamment des interventions d'un militant tunisien, d'un Japonais d'Attac ou encore d'un liquidateur de Tchernobyl. Les concerts du soir se sont ensuite poursuivis jusqu'à très tard, avec treize groupes dont, entre autres, Burning Heads, Médine, La Rabia ou encore Grand Final. Il faut noter le succès du

« forum des alternatives » avec près de 400 présents le dimanche. Neuf débats étaient organisés : les peuples pas la finance, comment articuler la sortie du nucléaire avec la défense de l'emploi et des conditions de travail des salariés du secteur, les révolutions arabes, etc. Enfin, un village autogéré a été ouvert pour la semaine et organise des débats jusqu'à la tenue du sommet à Deauville. Sur le plan politique, l'appel unitaire local était plus précis et concret que l'appel de la coordination G8-G20 nationale : centré sur le soutien aux révolutions arabes et contre la politique impérialiste des grandes puissances, contre les plans d'austérité qui jettent les peuples d'Europe dans la misère et enfin contre le saccage de la planète sur l'autel du profit (en référence à Fukushima). Il s'agissait bien pour le collectif local de dénoncer la financiarisation de l'économie mais aussi plus largement la responsabilité des banquiers, des capitalistes et des gouvernements dans la situation mondiale que nous vivons. Les raisons de l'ampleur limitée de la mobilisation sont de



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB)

plusieurs ordres. Il y a d'abord la faible implantation du mouvement altermondialiste dans le monde ouvrier et la difficulté pour le syndicalisme (y compris les secteurs lutte de classe) à faire des thématiques internationales des sujets de mobilisation. La faiblesse de l'investissement de nombreuses organisations dans la construction du contre-sommet (tant au niveau national que sur le plan local) mais aussi le climat de psychose sécuritaire instauré par la sous-préfecture et la municipalité ont beaucoup pesé. Illustrant la peur des « casseurs », quasiment tous les commerces de la ville étaient

fermés et les rues désertes. L'omniprésence policière ne peut cependant pas être un prétexte pour expliquer et justifier cette modeste mobilisation : ce climat de peur aurait pu être combattu si certaines organisations avaient été plus impliquées. Malgré toutes ces difficultés, l'unité construite depuis l'automne contre la réforme des retraites en sort renforcée. En ce sens, la mobilisation a été une réussite et peut constituer un point d'appui pour approfondir la réflexion et tracer des pistes pour une alternative politique à ce système.

**Correspondant**

## Action syndicale : trois ans de prison ?

Seize postiers des Hauts-de-Seine, dont Olivier Besancenot, tous représentants syndicaux locaux ou départementaux de la CGT et de SUD, passeront en tribunal correctionnel à Nanterre les 20 et 27 juin. Treize cadres de la direction de la poste des Hauts-de-Seine ont porté plainte contre eux pour une prétendue « séquestration ». Lors de la grève du printemps 2010 des bureaux d'Asnières, Châtillon, Clamart et Bois-Colombes, devant le refus de la direction de La Poste de négocier, les grévistes se sont à plusieurs reprises rendus sur le site même de la direction départementale, en cherchant à en rencontrer le directeur. Celui-ci s'est enfermé invariablement dans son bureau et n'a jamais participé personnellement aux négociations... Mais les grévistes, au lieu d'attendre passivement, ont à de nombreuses reprises démontré leur détermination à s'adresser à leurs collègues dans les bureaux de poste et à la direction malgré les dispositifs de sécurité (vigile, police, huissiers) mis en place pour interdire l'accès des bureaux de poste. La Poste tente de maquiller en « séquestration » de cadres l'une de ces visites du site de la direction. Ainsi, elle cherche à

faire passer une action syndicale... pour un délit. Elle cherche donc bien à faire le procès d'une grève, ou plutôt d'une manière de conduire les grèves. En effet, La Poste a connu une série de conflits locaux et départementaux qui ont sérieusement entravé l'application des réorganisations : en 2006 à Colombes, en 2006 et 2007 à Rueil, la grève départementale de 78 jours de 2009, le conflit de 66 jours de 2010, les 35 jours de grève à Levallois et Villeneuve-la-Garenne, nouvelle grève d'une semaine à Asnières en décembre 2010...

Depuis 2003, une tradition s'est installée dans le département : quand un bureau est en grève, il cherche à étendre la grève à d'autres, et les grévistes se réunissent (y compris à l'occasion des grèves nationales) en AG départementales. Cela permet de contrer les effets de l'atomisation des salariés dans des entités souvent petites et éclatées (33 centres de distribution, 100 bureaux guichets dans le seul 92...) et de développer des habitudes de solidarité entre collègues, entre services et entre bureaux. Toute une génération de jeunes salariés a fait l'apprentissage de la lutte et s'est assez massivement syndiquée dans le sillage de ces grèves. C'est bien cette

tradition de lutte et l'équipe syndicale qui s'est formée ces dernières années que La Poste s'acharne à tenter de détruire, avec les cinq tentatives de licenciement de Gaël Quirante, les mises à pied de Bertrand Lucas et Yann Le Merrer, les poursuites disciplinaires à répétition contre les représentants locaux de SUD... Un acharnement pour l'instant tenu en échec.

Après le refus de licencier Gaël successivement par l'inspection du Travail et par le ministre du Travail, La Poste met de nouveau la barre très haut : les postiers en cause lors du procès risquent trois ans de prison et de lourdes amendes. Mais la direction prend aussi un risque : le constat d'huissier sur lequel elle s'appuie dans ses poursuites a été mis en cause, Xavier Bertrand lui-même a dû admettre que toute la procédure disciplinaire contre Gaël avait été menée en violation de ses droits. Il y a une chance que La Poste se prenne finalement le boomerang en pleine tête. Mais pour cela, la mobilisation maximale est indispensable : rendez-vous le 20 juin à 8h30 et à 13 heures devant le tribunal de Nanterre !

**Xavier Guessou**

## Résistance contre la casse de l'hôpital

Depuis le 19 novembre 2010, le personnel du site de Chezal-Benoît (Cher) se bat contre la mise en place du plan directeur (voir *Tout est à nous!* n°89). Jeudi 19 mai, les syndicats du personnel, des élus locaux et le NPA 18 ont empêché la tenue du Conseil technique d'établissement (CTE) de l'hôpital en occupant les locaux.

Le plan directeur prévoit, d'une part, la suppression de deux pharmacies sur les trois existantes et leur regroupement sur le site de Bourges avec la mise en place d'un robot et, d'autre part, la suppression des gardes médicales de nuit dans l'établissement. L'option d'automatisation du circuit du médicament est soumise à une prétendue étude de faisabilité, mais la suppression de la pharmacie de Chezal est déjà largement envisagée, avec transport des usagers par

navette vers Bourges. Grâce au combat du personnel sur la suppression des gardes de nuit, la direction a fait une nouvelle proposition : celle de l'astreinte à domicile du médecin, avec un ordinateur relié aux dossiers des patients et des consultations par téléphone. Cette mesure pose un lourd problème d'éthique à plusieurs médecins qui l'ont fait comprendre lors de la dernière réunion de la commission médicale d'établissement. À travers ce plan, c'est tout le fonctionnement du suivi psychiatrique qui est remis en cause.

Deux logiques s'affrontent : celle des enjeux économiques, de l'efficacité, de la gestion, du coût, représentée par le directeur de l'établissement Jean-Paul Servier, au service du gouvernement via l'Agence régionale de santé (ARS) du Centre, et

celle de l'ensemble du personnel soignant qui n'a pas oublié qu'il est là avant tout pour prodiguer des soins à tous et dans les meilleures conditions.

Le secteur médical qui influençait autrefois les politiques a laissé la place au lobby des assureurs et des grands gestionnaires des cliniques privées.

Le personnel de Chezal-Benoît occupe chaque jeudi les locaux administratifs de l'établissement pour dénoncer ces mesures. Mais il se bat au quotidien pour que tout fonctionne envers et contre tout. Il faut se battre avec eux et avec tous les autres contre cette casse de l'hôpital et dénoncer à chaque fois que c'est possible les catastrophes engendrées par la loi HPST.

**Les « Marie » du NPA 18**

### S'abonner à Tout est à nous !

#### Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

#### Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)  
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

#### Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)  
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

**ORGANISME CRÉANCIER :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel  
et de communication (NSPAC)  
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex  
Numéro spécial d'émetteur : 554755

#### Titulaire du compte

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....  
Mail : .....

#### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT : ..... CODE GUICHET : .....

N° DE COMPTE : .....

CLÉ RIB : .....

Date : .....

Signature : .....

#### Établissement teneur du compte

Banque : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....

#### Par chèque, à l'ordre de : NSPAC

2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

#### FRANCE ET DOM-TOM

##### Tarif standard

- |                 |  |   |
|-----------------|--|---|
| Hebdo           | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>28 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>56 euros</b>  |
| Mensuel         | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>22 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>44 euros</b>  |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>50 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>100 euros</b> |

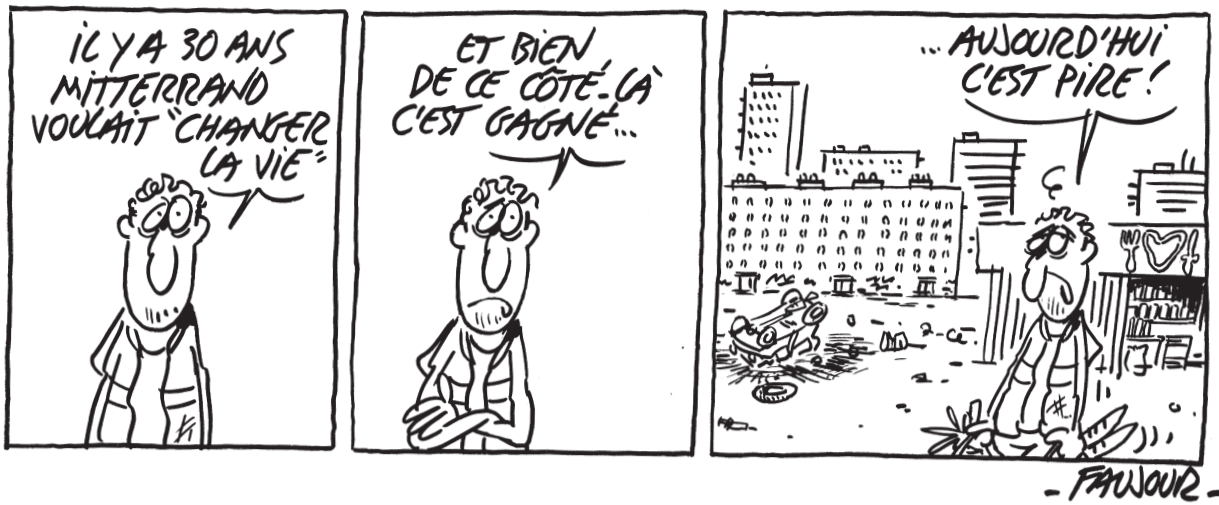
##### Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- |                 |  |  |
|-----------------|--|--|
| Hebdo           | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>20 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>40 euros</b> |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>38 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>76 euros</b> |

#### ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31  
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org





**Jean-Marc Rouillan quitte la prison.** Il serait très exagéré d'annoncer comme l'ont fait les médias que Jean-Marc Rouillan est libre. Condamné à une peine incompressible de 18 ans, il en aura finalement fait 24, et dans les pires conditions. « Bénéficiant » d'un régime de semi-liberté et affublé d'un bracelet électronique, sa liberté de circuler se réduit à se rendre sur son lieu de travail et, quelle mansuétude, se déplacer dans Marseille jusqu'en fin d'après-midi le samedi. Toute expression publique lui est interdite, même pour commenter les nombreux livres qu'il a écrits en prison, sous peine de réincarcération immédiate. Cette situation pénible devrait durer un an, puis, si tout va bien se transformer en régime de liberté conditionnelle, un peu moins restrictif. Jean-Marc avait fait le choix d'intégrer le NPA, dont il partageait la démarche dans la situation actuelle, dès sa création. Il peut compter sur la solidarité des anticapitalistes dans sa « nouvelle » vie.

**Obama l'illusionniste.** Par son discours sur le Proche-Orient du 19 mai, le président des États-Unis prétendait tourner la page avec la politique ouvertement belliciste de l'administration Bush. L'heure est à la tentative de reprise en main des processus démocratiques ou révolutionnaires en cours dans les pays arabes, notamment par des promesses « d'aide économique » pour les pays qui « s'ouvrent aux réformes

politiques ». Mais c'est surtout sur le dossier israélo-palestinien qu'Obama entendait créer l'événement, pressé par la possible reconnaissance par l'Assemblée générale de l'ONU, en septembre prochain, d'un État palestinien. Il affirmait donc son soutien à la création d'un État « indépendant », au côté d'Israël sur les frontières de 1967. Après deux jours de « froid diplomatique » savamment mis en scène par Tel Aviv, on apprenait que ce plan étatsunien ne remettait pas en cause la politique de colonisation de la Cisjordanie. La Maison Blanche reprenait même à son compte l'expression « d'État juif » légitimant ainsi le caractère raciste et ethnique d'Israël.

Les manifestations du 15 mai, en commémoration de la Nakba, ont démontré par leur combativité, leur unité et leur représentativité de tout le peuple palestinien, que celui-ci était de nouveau à l'offensive pour faire respecter ses droits fondamentaux. Une nouvelle journée de manifestations est en préparation pour le 5 juin (date commémorative de la deuxième grande vague d'expulsions de Palestiniens), le NPA y apportera son soutien.

**Des moyens pour la petite enfance.** Initié par une intersyndicale, le mouvement de grève des salariés des crèches de la Ville de Paris pour des effectifs supplémentaires et une prime annuelle de 1 500 euros se poursuit. Nombreux établissements fermés le matin, manifestation de plusieurs

centaines de salariées, occupation par les directrices des services administratifs petite enfance, lancers de biberons sur l'hôtel de ville, et pétitions de parents au maire de Paris... la mobilisation, au départ timide, a pris peu à peu de l'ampleur, passant de quelques centaines à près d'un millier de grévistes.

Comme pendant le mouvement contre la casse des retraites, la participation active des salariés ne va pas de soi, la participation aux AG ou aux actions étant assez éloignée du nombre de grévistes.

A priori assez inquiète, mais considérant que la mobilisation n'allait probablement pas passer la semaine, la ville a fait des propositions totalement insuffisantes en particulier en matière d'effectifs : 90 postes de contractuels et le passage de 60% d'une prime d'assiduité en prime forfaitaire, ce qui représente tout de même un gain de plusieurs centaines d'euros par an pour tous et toutes.

Une AG a décidé de poursuivre le mouvement (reconductible par demi-journées) à partir du jeudi 26 mai, le temps de pouvoir échanger entre tous les établissements sur les propositions de la ville et les suites de la mobilisation. À suivre...

**Polonais exploités à Flamanville** Depuis trois ans, 350 ouvriers polonais travaillent sur le chantier EPR de Bouygues à Flamanville. Ils ont été embauchés par Atlanco, une société d'intérim immatriculée à Chypre dans des conditions d'illégalité totale : absence de contrat de travail,

**Le chiffre**

## 599 000 dollars

**C'est ce que le FMI devrait verser à DSK pour enregistrer la fin de ses loyaux services à cette institution. Cela comprend un parachute doré, appelé « indemnité de séparation », de 349 000 dollars, égal à 60% du salaire annuel net qu'il touchait. Pour ses trois ans de mandat, il touchera aussi une indemnité annuelle de retraite de 250 000 dollars, selon la chaîne américaine ABC. Les recettes cruelles qu'impose le FMI à des millions de prolétaires du monde – blocage des salaires, augmentation de l'âge de départ en retraite, etc. – ne s'appliqueront donc pas à son directeur. Mais cela lui sera bien utile pour pouvoir bénéficier des régimes de faveur d'une justice outrancièrement de classe (6 millions de dollars de caution, frais d'avocats astronomiques, 200 000 dollars par mois de frais de garde).**

d'assurance maladie, non-déclaration des accidents de travail, prime de fin de mission et congés payés inexistantes, et même licenciement express par SMS quand Atlanco le veut ! De plus, 500 euros par mois et par personne sont prélevés sur leur salaire pour des cotisations sociales prétendument versées à Chypre dont ils ne verront jamais la couleur et, surtout, 300 euros sont versés à l'État français au titre de l'impôt sur le revenu ! Les Polonais croyaient que les impôts étaient prélevés à la source en France, quand ils ont appris que ce n'était pas le cas, ils se sont révoltés. Ils réclament le respect du droit du travail et qu'Atlanco leur rende les sommes volées sur leur salaires. La CGT intérim et la CGT de la Manche les soutiennent. Atlanco répond par des menaces et des pressions : menaces de vigiles, licenciements par SMS des plus fragiles ne parlant pas français et même coups de fil d'intimidation aux familles restées en Pologne !

Les ouvriers polonais sont prêts à la grève. En lutte contre l'esclavage moderne, nous devons les soutenir !

**Censure à la Cité de l'immigration ?** Esther Benbassa qui coordonnait un dossier consacré à « La France en situation postcoloniale ? » destiné à la revue *Hommes et Migrations*, éditée par la Cité de l'immigration, a décidé de ne pas le publier pour cause de censure. En effet, le comité de rédaction a refusé un article de l'historien Nicolas Bancel, « La brèche, vers la racialisation postcoloniale des discours publics », qui revient sur dix ans de politiques migratoires et de discours publics depuis l'accession en 2002 de Sarkozy au ministère de l'Intérieur. Il semblerait que les raisons soient davantage d'ordre politique que technique ou scientifique. Au final, le dossier paraîtra en septembre dans la revue *Mouvements*.

## ILS SE LÂCHENT les femmes trinquent



Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées près de Beaubourg dimanche 22 mai. Elles entendaient protester contre le déluge de réflexions sexistes qui ont suivi l'arrestation de DSK une semaine plus tôt. Réactions d'où la victime supposée était totalement absente quand elle n'était pas dénigrée. (THIBAUT BLONDIN)

## NO COMMENT

*C'est comme ça qu'a commencé l'affaire Dreyfus, je vous rappelle ! Au départ presque tout le monde le condamnait et il a fallu de longues années pour qu'il soit innocenté.*

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT, SUR LCP, À PROPOS DE DOMINIQUE STRAUSS-KAHN.

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
Rédaction : 01 48 70 42 27  
Diffusion : 01 48 70 42 31  
Administration : 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
Mail : redaction@npa2009.org  
Numéro ISSN: 1969-8178  
Commission paritaire: 0414 P 11508  
Tirage : 6 500 exemplaires  
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
Gérant et directeur de publication :  
François Coustal  
Impression :  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®